

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

N°4136 Samedi 12 Juillet 2025 - Prix: 20 DA - www.seybouseimes.dz

Gara Djebilet :

Le projet du siècle qui redessine le paysage économique de l'Algérie

P.02

Education :

Le gouvernement examine les mesures proposées pour la révision des programmes scolaires

P.03



Le président de la République préside la cérémonie de sortie de promotions à l'Académie militaire de Cherchell

P.02



Justice :



Condamnation des membres des Témoins de Jéhovah : L'Algérie répond à l'ONU

P.02

Annaba :



La saison estivale sous le signe de l'ouverture et de la modernité

P.06

Emploi :



La Protection Civile annonce le lancement de plusieurs concours de recrutement sur titres

P.04

APW Annaba :

La 2^e session ordinaire ouverte au nom du Martyr "Chatab Tayeb" consacrée aux services postaux et télécommunications

P.06



Le président de la République préside la cérémonie de sortie de promotions à l'Académie militaire de Cherchell

Le président de la République, Chef suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé jeudi à l'Académie militaire de Cherchell, la cérémonie annuelle de sortie de la 56ème promotion de formation fondamentale, la 18ème promotion de formation militaire commune de base et la 9ème promotion d'officiers du cycle Master, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "En couronnement des cérémonies annuelles de sortie de promotions au niveau des

établissements de formation de l'Armée nationale populaire, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef Suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale a présidé, ce jeudi 10 juillet 2025, au niveau de l'Académie militaire de Cherchell "défunt président Houari Boumediene", la cérémonie annuelle de sortie de la 56ème promotion de formation fondamentale, la 18ème promotion de formation militaire commune de base et la 9ème promotion d'officiers du cycle master", souligne le communiqué.



Selon la même source, Monsieur le président de la République a été accueilli à l'entrée principale de l'Académie, par le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre Délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, accompagné par le Général de Corps d'Armée, Commandant des

Forces Terrestres et le Général-Major Commandant de l'Académie militaire de Cherchell. A l'entame et après la cérémonie d'accueil, Monsieur le président de la République a écouté l'hymne national et a reçu les honneurs rendus par les différentes formations des forces de l'Armée nationale populaire, pour rendre, ensuite, le salut à la délégation d'accueil, notamment, du Secrétaire Général du ministère de la Défense nationale, les Commandants de Forces et les Commandants de la Garde Républicaine de la Gendarmerie nationale et le

Général-Major Commandant de la 1ère Région militaire. "A l'entrée de l'Académie, Monsieur le président de la République a observé un moment de recueillement en hommage au défunt président "Houari Boumediene" dont l'Académie militaire de Cherchell est baptisée en son nom, pour déposer ensuite une gerbe de fleurs sur la stèle commémorative et réciter la Fatiha sur son âme pure, avant de suivre une présentation portant sur l'Académie, le cursus de formation dispensé et sur les promotions sortantes", note le communiqué.

Gara Djebilet :

Le projet du siècle qui redessine le paysage économique de l'Algérie

Dans l'immensité du Sahara, au cœur de la wilaya de Tindouf, la mine de fer de Gara Djebilet se dévoile, enfin, comme l'un des leviers majeurs de la transformation économique de l'Algérie. Longtemps considéré comme un gisement mythique, enfoui sous les sables depuis des années, ce site gigantesque qui recèle plus de 3,5 milliards de tonnes de minerai de fer, amorce aujourd'hui une nouvelle ère rompant avec la dépendance quasi exclusive du pays aux hydrocarbures. Par son envergure et ses retombées, le projet d'exploitation de Gara Djebilet incarne pleinement l'ambition nationale de diversifier les ressources, de renforcer la souveraineté économique et de doter l'Algérie d'une filière sidérurgique compétitive et intégrée, capable de répondre à la fois aux besoins internes et aux exigences des marchés extérieurs. Derrière le minerai, ce sont de nouvelles



perspectives industrielles qui se dessinent: des unités de transformation verront le jour pour traiter sur place le fer extrait, réduisant ainsi les importations de matières premières et stimulant la production nationale d'acier, un matériau stratégique pour l'industrie et les infrastructures. Cette dynamique s'inscrit dans un mouvement plus large de diversification économique déjà amorcé, comme en témoigne le développement croissant de l'agriculture saharienne, notamment dans les wilayas du sud, où les cultures stratégiques gagnent du terrain grâce à des investissements publics et privés.

Dans cette logique, la mine devient un véritable pourvoyeur d'emplois, offrant des milliers de postes directs et indirects dans le Grand Sud algérien. Pour les habitants de Tindouf, le projet sonne comme une promesse de développement concret, créateur de richesse et d'opportunités. La construction de la ligne ferroviaire reliant Tindouf à Béchar, indispensable pour l'acheminement du minerai vers les centres industriels et les ports, constitue également un atout majeur pour désenclaver le sud-ouest et relier cette zone stratégique au reste du pays. A plus grande échelle, Gara Djebilet se veut aussi une porte ouverte vers le continent africain. Dans un contexte où la demande en acier ne cesse de croître et où la Zone de libre-échange continentale africaine prend forme, l'Algérie entend se positionner comme un acteur central du marché africain du minerai de fer et de l'acier, capable d'approvisionner ses

voisins tout en générant de nouvelles recettes d'exportation. En redonnant vie à ce site colossal, l'Algérie affirme une vision claire : valoriser ses richesses inexploitées pour bâtir une économie moins vulnérable aux fluctuations du marché pétrolier, plus diversifiée et tournée vers la transformation locale. L'exploitation de Gara Djebilet s'inscrit ainsi dans une stratégie à long terme visant à créer une valeur ajoutée durable, à stimuler l'emploi local et à poser les bases d'un pôle industriel dans une région longtemps restée en marge. Symbole d'un nouveau souffle économique, ce projet du siècle rappelle que le pays détient dans son sous-sol les ressources nécessaires pour construire une croissance solide et partagée, tout en misant pleinement sur ses enfants. A travers Gara Djebilet, c'est toute la

vision du président de la République qui se concrétise : celle d'une Algérie qui prépare l'après-pétrole, investit dans son potentiel minier et agricole et entend jouer pleinement son rôle dans la construction économique du continent africain. Plus qu'une mine, Gara Djebilet devient ainsi un marqueur de souveraineté, de renouveau et d'espérance pour les générations futures, aux côtés de l'agriculture saharienne en plein essor, qui révèle un autre levier stratégique pour assurer la sécurité alimentaire, créer de l'emploi et revitaliser les territoires du Sud. Plus qu'une mine, Gara Djebilet devient ainsi un marqueur de souveraineté, de renouveau et d'espérance pour les générations futures, en dessinant les contours d'une croissance durable, plus résiliente, plus équilibrée et véritablement ancrée dans les richesses du pays.

Condamnation Des membres Des témoins De jéhovah : L'Algérie répond à l'ONU

La justice algérienne a condamné des membres appartenant aux « Témoins de Jéhovah » à de la prison ferme. Mais le gouvernement algérien assure que leur procès s'est déroulé dans le strict respect des garanties légales et des droits constitutionnels. L'affaire a commencé lorsque les services de sécurité ont reçu un signalement concernant un citoyen français ayant formé une cellule chrétienne affiliée aux Témoins de Jéhovah. L'enquête a révélé que le suspect, commerçant possédant une école de langues à Oran, menait des activités de prosélytisme sous couverture commerciale. Après une enquête approfondie, il s'est avéré qu'il y en a cinq membres, dont deux Français. Ils ont été condamnés

en mars dernier par un tribunal de Tizi Ouzou à deux ans de prison ferme et une amende de 100 000 dinars algériens chacun pour « incitation à la conversion religieuse » et « atteinte à l'unité nationale ». Dans sa réponse aux rapporteurs de l'ONU concernant la liberté de réunion pacifique, les questions des minorités et la liberté de religion, l'Algérie souligne qu'aucun recours ni plainte n'a été enregistré par les condamnés ou leur défense concernant d'éventuelles violations de procédure. Déroulement de la procédure judiciaire En réponse aux allégations concernant l'absence de preuves de coercition ou de tentative de forcer des musulmans à changer de religion, les autorités algériennes ont indiqué que cinq suspects ont été présentés devant le

procureur de la République du tribunal de Tizi Ouzou le 02/06/2024. Ces charges sont conformément à l'article 11 de la loi régissant la pratique des cultes non musulmans et à l'article 79 du code pénal. Après leur audition, le juge d'instruction a ordonné leur placement sous contrôle judiciaire avec confiscation de leurs passeports. Le 22/10/2024, un jugement de première instance les a condamnés à deux ans de prison ferme et une amende de 100 000 dinars algériens, avec restitution des documents confisqués (passeports). Ce jugement a été confirmé le 11/03/2025 par la cour d'appel de Tizi Ouzou. Concernant les préoccupations exprimées par les trois rapporteurs sur l'état de santé des accusés, la



partie algérienne a souligné que les concernés n'ont pas été détenus et qu'aucune plainte n'a été enregistrée concernant leur situation. Les autorités algériennes se sont déclarées prêtes à fournir toute information supplémentaire. La partie algérienne a refusé de commenter les observations conventionnelles contenues dans les précédentes correspondances des rapporteurs de l'ONU. Il s'agit

notamment de l'utilisation des lois sur le prosélytisme pour poursuivre des personnes exerçant simplement leur liberté religieuse, la tenue de procès inéquitables ainsi que la non-conformité avec les normes internationales établies dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, particulièrement les articles 18 et 19. Qui sont les Témoins de Jéhovah ? Il s'agit d'une secte chrétienne non trinitaire. Elle a été fondée dans les années 1870 en Pennsylvanie par Charles Taze Russell. Cette secte chrétienne se distingue par son prosélytisme actif de porte-à-porte. Elle rejette les célébrations traditionnelles chrétiennes et aintient des liens étroits entre ses membres sans barrières ethniques ou nationales.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousestimes.dz
Email: redaction@seybousestimes.dz
contact@seybousestimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité
Benzekri Bât F N ° : 424
Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

CLASSEMENT DE L'INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN (IDH) 2025: L'Algérie en tête des pays de l'Afrique du Nord

Le dernier rapport sur le développement humain 2025 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) vient de placer l'Algérie au 96e rang mondial sur 193 nations.

Cette performance, qui hisse le pays au sommet du classement en Afrique du Nord, devant l'Égypte, la Tunisie, la Libye, le Maroc et la Mauritanie, témoigne de fondamentaux socio-économiques solides.

Avec un Indice de Développement Humain (IDH) de 0,763 et des perspectives éducatives jugées encourageantes, l'Algérie intègre ainsi le cercle des nations à développement humain « élevé ». Ce positionnement louable est le fruit d'investissements constants dans des secteurs clés tels que la santé, l'éducation et la réduction des inégalités, selon le rapport.

Cependant, cette trajectoire ascendante se heurte désormais à une réalité incontournable : la transformation numérique globale,

dont l'intelligence artificielle est le moteur principal. L'enjeu pour l'Algérie n'est plus seulement de préserver ses acquis, mais de les adapter à un monde en mutation accélérée sous l'impulsion de cette nouvelle donne technologique.

Consciente de ce défi, l'Algérie s'efforce depuis plusieurs années de s'inscrire dans la dynamique numérique mondiale, avec la ferme intention d'éviter un potentiel déclassement silencieux.

Si les indicateurs traditionnels de développement humain continuent de progresser, l'émergence de l'indicateur d'intégration des technologies avancées introduit une nouvelle dimension de compétition. Le rapport du PNUD met en lumière un phénomène préoccupant : la montée du « clivage algorithmique mondial ».

Avec un IDH de 0.763 l'Algérie arrive au 7e rang dans le monde arabe et occupe la 1ère place en Afrique du Nord.

Selon les experts, cette fracture numérique pourrait marginaliser

les nations qui ne parviendront pas à acquérir une véritable souveraineté technologique, les privant ainsi des gains substantiels en matière de productivité, d'innovation et d'accès à la connaissance offerts par l'IA.

L'Algérie, malgré sa position de leader régional en termes d'IDH, se trouve donc à la croisée des chemins. Le pays est confronté à un choix stratégique crucial : s'adapter rapidement et efficacement à cette nouvelle réalité technologique, ou risquer de voir son avance régionale s'éroder face à la montée en puissance de l'IA.

Sur le terrain, les efforts du gouvernement algérien pour embrasser la transformation numérique sont visibles. Multiplication des initiatives pour promouvoir les hautes études et les spécialités pointues liées à l'IA, création de structures spécialisées dédiées à ces domaines, et lancement de programmes de vulgarisation gratuits à destination de la jeunesse témoignent d'une

prise de conscience.

Avec un IDH de 0.763, l'Algérie intègre le cercle des nations à développement humain « élevé ».

Qu'est-ce que l'Indice de Développement Humain (IDH) ?

Depuis sa création, l'Indice de Développement Humain (IDH) des Nations unies s'est imposé comme la boussole universelle pour évaluer le progrès des nations. Loin des simples indicateurs économiques, l'IDH place l'humain au cœur de sa mesure, un changement de paradigme fondamental dans notre manière d'appréhender le développement.

Comme le souligne le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'IDH a été conçu avec une ambition claire : affirmer que la véritable richesse d'une nation réside dans le bien-être et les capacités de ses citoyens, et non uniquement dans sa croissance économique.

Pour traduire cette vision en un indicateur concret, l'IDH combine trois dimensions essentielles de la



vie humaine :

- L'espérance de vie à la naissance
- Le niveau d'éducation
- Le revenu national brut par habitant

L'IDH se présente sous la forme d'un chiffre compris entre 0 et 1, permettant ainsi de classer les pays selon leur niveau de développement.

Si le revenu par habitant reste un indicateur important, les experts s'accordent à dire qu'il offre une vision trop parcellaire de la réalité. L'IDH, en intégrant la santé et l'éducation, offre une perspective bien plus holistique et significative du progrès humain.

PRIX OCCITANIE-MÉDICIS:

Nesrine Salem, artiste d'origine algérienne, distinguée en France

L'artiste d'origine algérienne, Nesrine Salem, vient de se voir décerner le prestigieux prix Occitanie-Médicis. Cette reconnaissance majeure salue son talent exceptionnel et sa contribution au monde de l'art. Elle s'envolera à l'automne prochain pour une résidence de trois mois à la villa Médicis à Rome.

Cette résidence à l'Académie de France à Rome représente une opportunité unique pour l'artiste de s'immerger dans un environnement artistique stimulant et de puiser son inspiration dans le riche patrimoine culturel de cette ville italienne.

La villa Médicis est réputée pour



encourager la créativité et offrir un espace propice aux artistes, écrivains et chercheurs du monde entier. Cette résidence devrait avoir un impact significatif sur

le parcours de Nesrine Salem, potentiellement menant à de nouvelles œuvres.

Reconnaissance en France pour l'artiste Nesrine Salem

Pour la huitième année consécutive, la région Occitanie et l'Académie de France à Rome ont mis en lumière une nouvelle artiste contemporaine. Ce prestigieux prix a été remis à un talent d'origine algérienne, Nesrine Salem, artiste plasticienne et auteure.

En effet, cette récompense distingue son travail artistique mêlant poésie, rites funéraires antiques et une exploration profonde des mémoires collectives. Elle est désormais le nouveau visage du rayonnement artistique

occitan.

Ce prix offre une opportunité exceptionnelle pour les artistes plasticiens et visuels de cette région : Une résidence de trois mois à la villa Médicis et une bourse de 10 500 euros financée par la région, ainsi qu'un hébergement sur place. De plus, l'Occitanie pourra lui proposer une exposition dans l'un de ses lieux phares.

« 7or », quand l'Antiquité romaine rencontre la poésie contemporaine

Intitulé « 7or », qui signifie libre en dialecte algérien, le projet de Nesrine Salem raconte la thématique du deuil, à travers un prisme singulier. Son œuvre est conçue comme une installation

immersive, invitant le public à la lire, l'écouter et l'expérimenter sensoriellement.

Pour ce projet, Nesrine Salem puise son inspiration dans « la culture mortuaire de Rome antique ». Elle explore les rituels et les constructions funéraires de cette époque pour enrichir sa création contemporaine.

Diplômée de l'École supérieure des beaux-arts de Montpellier, cette artiste axe ses recherches sur les traumatismes intergénérationnels, le tokénisme et les pratiques de deuil. Son travail combine courts métrages, performances, installations et publication.

EDUCATION:

Le gouvernement examine les mesures proposées pour la révision des programmes scolaires

Le gouvernement a examiné, lors de sa réunion présidée par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, les différentes mesures proposées pour la révision des programmes scolaires de manière à permettre leur développement et d'en réduire le volume, indique un communiqué des services du Premier ministre.

“Le Gouvernement a entendu une communication sur l'état d'avancement de la révision du statut et du régime indemnitaire des corps spécifiques de l'éducation nationale, visant à promouvoir le statut social de l'enseignant et des fonctionnaires de cet important

secteur éducatif, en exécution des instructions de Monsieur le Président de la République”, précise la même source.

A ce titre, le Gouvernement “a examiné les différentes mesures proposées pour la révision des programmes scolaires de manière à permettre leur développement et d'en réduire le volume, tout en mettant l'accent sur la relation de coopération et de complémentarité entre les secteurs public et privé, afin d'assurer une éducation de haute qualité, conformément aux textes réglementaires pertinents, et en concertation avec les différents corps de la communauté éducative



et les parents d'élèves”, note le communiqué.

Pour rappel, le ministre de l'Éducation nationale, M. Mohammed SeghirSaâdaoui, avait évoqué, la veille, le dossier de l'allègement du programme scolaire, affirmant que cette démarche “s'inscrit dans le cadre

de l'approche du ministère, en application du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à intégrer le sport scolaire et les activités culturelles pour les soulager”.

En vue du développement et de l'actualisation des programmes,

“le ministère a procédé au renforcement du Conseil national des programmes (CNP)”, avait ajouté M. Saâdaoui, qui a aussi rappelé la mise en place d'une commission nationale chargée de l'élaboration d'un projet sur la qualité de l'enseignement reposant sur plusieurs axes tels que les programmes scolaires, les techniques d'enseignement et de formation ainsi que les structures”. “Les travaux concernant le programme scolaire de la troisième 3e année primaire ont déjà commencé, et s'étendront pour couvrir les trois cycles d'enseignement”, avait-il conclu.

La Protection Civile recrute massivement (2025) : Conditions, spécialités... Ce qu'il faut savoir

La Direction Générale de la Protection Civile a annoncé le lancement de plusieurs concours de recrutement sur titres pour l'année 2025, visant à renforcer ses effectifs avec de nouveaux médecins et des cadres dans diverses spécialités. Les dépôts de dossiers sont ouverts pour une durée de 15 jours ouvrables à compter de la première publication de l'annonce dans la presse écrite.

La protection civile recrute : 50 postes pour les médecins

La Protection Civile recrute 50 médecins lieutenants (hommes) pour renforcer son corps médical. Les candidats doivent être de nationalité algérienne, jouir de leurs droits civiques, être en situation régulière vis-à-vis du service national ou en être exemptés pour des raisons non médicales. L'âge des candidats ne doit pas dépasser 30 ans à la date du concours.

Conditions physiques requises :

- Taille minimale : 1,70 m
- Acuité visuelle : 15/20 sans lunettes ni lentilles
- Absence de casier judiciaire ou de rejet préalable par les services de la Protection Civile.

Les candidats titulaires d'un doctorat en médecine sont éligibles et seront soumis à des examens médicaux et psychologiques organisés par l'administration. Les affectations seront réparties sur l'ensemble du territoire national en fonction des besoins.

Dossier de candidature :

- Demande manuscrite
- Copie de la carte d'identité nationale
- Copie du diplôme universitaire accompagnée du relevé de notes
- Trois certificats médicaux (médecine générale,

pneumologie et ophtalmologie)

- Certificat de mesure de la taille

- Formulaire d'information (modèle n°2) téléchargeable sur le site officiel de la fonction publique

- Extrait de naissance
- Deux photos d'identité
- Certificat de situation familiale pour les candidats mariés

Les dossiers doivent être déposés au Centre National de la Protection Civile à Bordj El Bahri, Alger. Les dossiers incomplets ou déposés hors délais seront systématiquement rejetés. Il est impératif que les certificats médicaux soient délivrés par des médecins spécialistes et que les attestations d'expérience professionnelle soient clairement détaillées.

La protection civile recrute 60 lieutenants (LICENCE)

Un autre concours est ouvert pour le recrutement de 60 lieutenants de la Protection Civile (hommes), titulaires d'une licence ou équivalent dans plusieurs spécialités techniques et scientifiques. L'affectation se fera dans la wilaya d'Alger.

Conditions générales :

- Nationalité algérienne
- Jouir des droits civiques
- Situation régulière vis-à-vis du service national ou exemption pour raisons non médicales

- Âge : entre 21 et 26 ans
- Taille minimale : 1,70 m
- Acuité visuelle : 15/20
- Absence de tatouage, de casier judiciaire ou de rejet préalable par les services

- Réussite aux examens médicaux et psychologiques.

Postes disponibles par spécialité :

- Sciences vétérinaires : 15 postes

- Informatique : 15 postes
- Finance et comptabilité



: 10 postes

- Sciences de gestion : 10 postes
- Génie des procédés : 10 postes

Dossier de candidature :

- Demande manuscrite
- Copie de la carte d'identité nationale
- Copie du diplôme accompagnée du relevé de notes
- Trois certificats médicaux (médecine générale, pneumologie, ophtalmologie)
- Certificat de mesure de la taille

- Certificat de résidence dans la wilaya d'Alger

- Extrait de naissance
- Deux photos d'identité
- Certificat de situation familiale pour les mariés

- Formulaire d'information téléchargeable depuis le site officiel de la fonction publique.

Les dossiers doivent être déposés à l'École Nationale de la Protection Civile à Bordj El Bahri, Alger.

La direction a souligné que les dossiers incomplets ou hors délais ne seront pas pris en compte, et que les certificats médicaux doivent provenir de spécialistes. Les candidats atteints de maladies chroniques les dispensant du service national seront automatiquement exclus.

60 premier-lieutenants pour des spécialités techniques et

scientifiques (Master)

La Direction Générale de la Protection Civile organise également un concours pour le recrutement de 60 premiers-lieutenants (hommes) pour l'année 2025. Ce concours s'adresse aux titulaires d'un Master ou d'un diplôme équivalent dans des spécialités techniques et scientifiques.

Conditions requises :

- Nationalité algérienne
- Jouir des droits civiques
- Situation régulière vis-à-vis du service national ou exemption pour raisons non médicales

- Âge : entre 23 et 28 ans à la date du concours

- Taille minimale : 1,70 m
- Acuité visuelle : 7/10 sans lunettes ni lentilles (chaque œil doit avoir au moins 3/10)

- Absence de casier judiciaire ou de rejet préalable par les services

- Réussite aux examens médicaux et psychologiques.

Spécialités recherchées :

- Sciences aéronautiques : 15 postes
- Informatique : 15 postes
- Architecture : 10 postes
- Mécanique : 10 postes
- Chimie : 10 postes

Le lieu d'affectation sera la wilaya d'Alger.

Dossier de candidature :

- Demande manuscrite

- Copie de la carte d'identité nationale

- Copie du diplôme universitaire accompagnée du relevé de notes

- Trois certificats médicaux (médecine générale, pneumologie et ophtalmologie)

- Certificat de mesure de la taille

- Formulaire d'information (modèle n°2) téléchargeable sur le site officiel de la fonction publique (www.dgfp.gov.dz)

- Extrait de naissance
- Deux photos d'identité
- Certificat de situation familiale pour les candidats mariés.

Les dossiers doivent être déposés au Centre National de la Protection Civile – Bordj El Bahri – Alger, dans un délai de 15 jours ouvrables à compter de la première annonce du concours dans la presse nationale. La direction insiste sur le fait que les dossiers incomplets ou parvenus après les délais fixés ne seront pas pris en considération, et que les certificats médicaux doivent émaner de médecins spécialistes, avec des attestations d'expérience professionnelle détaillées.

Pour tous les concours, les candidats admis devront compléter leurs dossiers avec une copie du certificat justifiant leur situation vis-à-vis du service national, des attestations d'expérience professionnelle (le cas échéant, secteur privé ou dispositifs d'insertion), un certificat d'affiliation délivré par l'organisme de sécurité sociale concerné, ainsi que des documents prouvant l'exercice d'activités professionnelles de niveau supérieur, l'ancienneté du diplôme ou le classement de

major de promotion si applicable.

résidences Universitaires :

Ce qui va changer dès la rentrée 2025-2026

Le ministre Beddari révèle les mesures de renforcement de la sécurité dans les résidences universitaires

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Beddari, a dévoilé les mesures prises pour renforcer la sécurité au sein des résidences universitaires, notamment l'adoption d'un système de vidéosurveillance.

En réponse à une question parlementaire, Kamel Beddari a indiqué que le réseau des services universitaires d'hébergement comprend 423 résidences universitaires en service pour l'année universitaire 2024-2025. Ces résidences accueillent environ 455 632 étudiants et étudiantes.

La répartition géographique de ces résidences est la suivante : 168 résidences universitaires sont situées en milieu urbain, 175



dans un pôle universitaire, 59 en périphérie des villes et 21 dans des zones isolées.

Le ministre a souligné que depuis plusieurs années, les services du ministère ont généralisé l'utilisation de caméras de surveillance à l'intérieur des résidences universitaires. Leur nombre atteint 9 732 caméras réparties dans 371 résidences sur un total de 423.

Les résidences restantes, pour la plupart récemment réceptionnées, sont en cours d'équipement afin d'assurer une couverture de sécurité optimale.

Baddari révèle les mesures de renforcement de la sécurité dans les résidences universitaires

Le ministre a expliqué que le contrôle aux entrées des résidences universitaires est effectué par des

méthodes techniques et modernes, grâce à l'installation d'un système numérique renforcé par des scanners faciaux, des lecteurs d'empreintes digitales et des caméras pour détecter l'identité et permettre l'accès des personnes aux résidences.

Actuellement, 360 résidences utilisent des scanners faciaux, 51 résidences s'appuient sur des cartes magnétiques, et 4 résidences adoptent un système d'empreintes digitales. Huit autres résidences sont en attente d'une modernisation progressive de leurs systèmes.

Les directions des services universitaires ont programmé des sessions de formation pour les agents de sécurité, dont le nombre s'élève à 7 471 agents de sécurité et de gardiennage répartis dans les différentes résidences universitaires à travers le pays.

De plus, 67 résidences universitaires

collaborent avec des entreprises de sécurité privées. Le ministre a indiqué que la formation de ces agents est dispensée annuellement dans le cadre du plan de formation annuel, en plus de certaines formations réalisées en coopération avec les services de la Protection civile, de la Sûreté nationale et du Croissant-Rouge algérien.

Le ministre a insisté sur la mise à jour annuelle des plans de sécurité interne et des plans d'intervention, ainsi que sur la levée des réserves enregistrées. Une coordination est également établie avec les services de sécurité pour signaler immédiatement tout phénomène ou comportement suspect.

Des commissions du ministère, sous la supervision du responsable de la sécurité, sont chargées d'évaluer la situation sécuritaire des différentes résidences universitaires à travers toutes les wilayas.

RETARDS DANS LA LIVRAISON DE VOITURES: Le ministre rappelle ce que dit la loi

Les retards persistants dans la livraison de véhicules neufs, commandés auprès de plusieurs concessionnaires agréés, ont fait l'objet d'une interpellation parlementaire. SifiGhrieb, ministre de l'Industrie, a apporté des éclaircissements sur cette situation qui pénalise de nombreux citoyens algériens.

Le cœur du problème réside dans des contrats où un acompte de 10 % est versé par les clients, avec la promesse d'une livraison sous 120 jours maximum. Cependant, à l'expiration de ce délai, les véhicules ne sont pas livrés. Les clients se retrouvent alors face à un dilemme : soit la signature d'un nouveau contrat sans délai défini, soit le remboursement de leur acompte... après dix mois d'attente.

Le ministre Ghrieb a fermement rappelé les dispositions du



décret exécutif n° 22-383 du 17 novembre 2022 (modifié). Ce texte est clair : un acompte de 10 % n'est autorisé que si le délai de livraison n'excède pas 45 jours.

Pour les véhicules immédiatement disponibles (sous 7 jours), le paiement intégral est requis. Seul un accord mutuel entre le client et le concessionnaire peut justifier un allongement du délai de livraison.

Le ministre a révélé que certains concessionnaires encaissent des acomptes pour des véhicules qui

ne sont même pas disponibles au moment de la commande, ou dont la livraison dans les 45 jours n'est pas garantie, contrevenant ainsi directement à la loi.

Le ministère de l'Industrie lance une plateforme de réclamations pour les clients lésés

Face à ces abus, le ministère de l'Industrie a mis en place une plateforme de réclamations dédiée. De nombreuses plaintes de clients spoliés y ont déjà été enregistrées.

En conséquence, des mises en demeure ont été adressées aux concessionnaires fautifs. Ces avertissements exigent le remboursement immédiat des sommes indûment perçues, assorti d'une indemnisation équivalente à 10 % du montant versé par le client, conformément aux dispositions légales.

Cependant, si le client refuse le remboursement, le ministère ne peut intervenir directement, mais insiste sur l'obligation pour tous les concessionnaires de se conformer scrupuleusement à la réglementation.

Automobile en Algérie : Tebboune impose une nouvelle gouvernance

Lors d'un récent Conseil des ministres, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a salué les efforts visant à édifier une véritable industrie automobile nationale.

Le Président Tebboune a annoncé une mesure clé : la délivrance des agréments pour la fabrication et l'importation de véhicules relèvera désormais exclusivement du Conseil des ministres, centralisant ainsi une décision stratégique pour le secteur.

Il a également souligné l'implication obligatoire des entreprises algériennes de sous-traitance qualifiées, notamment celles spécialisées dans les composants électriques et les pièces détachées, comme condition sine qua non pour le succès de la stratégie industrielle automobile.

L'objectif ambitieux du président est de bâtir une industrie mécanique émergente capable de contribuer à hauteur d'au moins 12 % au Produit Intérieur Brut (PIB) du pays.

IMPORTATION DE VÉHICULE

MOINS DE 3 ANS:

ce que prévoit la loi de finance 2025



Dans le cadre de la loi de finances 2025, le gouvernement algérien a introduit plusieurs mesures pour stabiliser l'économie et protéger les consommateurs. Parmi celles-ci, se distingue la wilaya du gel temporaire des immatriculations de véhicules d'occasion de moins de trois ans, visant à freiner les pratiques spéculatives qui nuisent au marché automobile.

Un contrôle renforcé face à la spéculation

Le 1er octobre 2024, une note officielle a annoncé cette suspension temporaire des immatriculations, provoquant l'inquiétude parmi les consommateurs.

Ceux-ci, espérant renouveler leur parc automobile avec des véhicules récents, se sont retrouvés face à une nouvelle réalité. Contrairement aux rumeurs largement diffusées, l'importation de ces véhicules reste autorisée. C'est leur immatriculation qui est suspendue, en attendant une meilleure régulation.

Cette mesure fait partie des efforts pour encadrer le marché, où certaines entreprises ont profité de failles pour organiser des importations massives sans respecter les règles établies.

Cette situation a contribué à la hausse du taux de change de l'euro sur le marché parallèle et à une pénurie de devises.

Une régulation nécessaire pour protéger les consommateurs

Le gel des immatriculations vise principalement à contrer la revente rapide des véhicules par des intermédiaires, nuisant ainsi aux consommateurs.

Le gouvernement veut s'assurer que ces voitures importées profitent directement aux citoyens et non aux spéculateurs.

La wilaya impose également que les acheteurs de ces véhicules doivent attendre trois ans avant de les revendre, ce qui garantit une meilleure répartition des ressources automobiles.

Conséquences pour le marché automobile

À court terme, les concessionnaires pourraient enregistrer une baisse d'activité, tandis que la demande pour les véhicules d'occasion devrait temporairement ralentir.

Toutefois, cette mesure vise à instaurer un climat de confiance et de transparence dans le secteur.

Le gouvernement espère ainsi stabiliser le marché, tout en protégeant le pouvoir d'achat des Algériens.

Que sont les perspectives de la loi de finances 2025?

La loi de finances 2025, a pour objectif principal d'améliorer le pouvoir d'achat des citoyens tout en réduisant l'inflation.

Parmi les mesures phares, le gouvernement prévoit des exonérations fiscales pour l'importation de produits alimentaires essentiels et l'octroi de crédits à la consommation pour les ménages.

En outre, des incitations fiscales seront offertes aux entreprises, en particulier dans les régions du sud, et le capital du Fonds National d'Investissement sera augmenté pour renforcer l'économie nationale.

TRANSPORT MARITIME:

De nouvelles compagnies

arrivent, le Tariq Ibn Ziyad bientôt de retour

Le marché algérien du transport maritime des voyageurs est sur le point de connaître une expansion significative avec l'arrivée de nouvelles compagnies. Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, vient d'annoncer que plusieurs opérateurs recevront prochainement leurs agréments pour opérer des traversées internationales depuis et vers l'Algérie.

Le ministre des Transports a annoncé, lors de sa visite à l'École nationale supérieure maritime, que plusieurs compagnies maritimes recevront bientôt les autorisations nécessaires pour desservir le marché algérien, notamment en opérant des traversées internationales.

Cette initiative devrait offrir davantage d'options aux voyageurs algériens et potentiellement stimuler la concurrence dans le secteur. Sayoud n'a toutefois pas dévoilé l'identité de ces opérateurs qui vont prochainement lancer leurs activités en Algérie.

Le transport maritime des voyageurs en Algérie s'ouvre aux investisseurs privés

Le projet d'ouverture du secteur maritime du transport des voyageurs, tout comme le transport aérien, aux investisseurs privés ne date pas d'aujourd'hui. Cependant, ce sont seulement ces derniers mois que des progrès significatifs ont été observés.

Pour rappel, la compagnie Aurès Maritime devait lancer ses traversées cet été. De même, le groupe public Madar, via MMC, a déjà initié les démarches pour lancer sa propre compagnie maritime.

Pendant longtemps, le ministère des Transports venait à attirer des candidats fiables pour investir dans ce secteur. La situation a évolué et le secteur attire désormais l'intérêt des compagnies



étrangères. Actuellement, Algérie Ferries partage la desserte de ce marché avec plusieurs transporteurs étrangers.

Ces derniers mois, la concurrence bat son plein. En effet, Balearia et Trasméditerranéa assurent les dessertes entre l'Algérie et l'Espagne. Sur le créneau de la France, l'arrivée du leader italien GNV a poussé NourisElbahr et CorsicaLinea à renforcer leurs offres pour faire face à cette concurrence.

Le Tariq Ibn Ziyad d'Algérie Ferries bientôt opérationnel

Lors de sa visite à l'École nationale de Bou Ismail, le ministre des Transports a abordé la situation d'Algérie Ferries et de sa flotte. Il a fait le point sur les navires en maintenance et a annoncé le retour en service du navire emblématique de la compagnie, le Tariq Ibn Ziyad, pour le mois d'août prochain.

Il s'agit d'une bonne nouvelle pour la compagnie qui rencontre des difficultés techniques avec la rétention de son navire affrété El Venezelos, notamment à Marseille et à Alicante.

Dans un autre dossier, rappelons, la compagnie maritime nationale a programmé 320 traversées pour assurer le transport de ses passagers durant la saison estivale. De plus, des offres intéressantes ont été lancées, dans ce sens, dédiées principalement pour les familles nombreuses.

Annaba rend hommage à la famille du martyr "Chetab Tayeb" lors de la 2^e session de l'APW 2025



Sihem.Ferdjallah

En marge des travaux de la deuxième session ordinaire du Conseil populaire de wilaya (APW) d'Annaba, une cérémonie de reconnaissance a été organisée en l'honneur de la famille du martyr Chetab Tayeb, dont la session porte fièrement le nom.

La cérémonie s'est déroulée en présence des autorités de la wilaya, à leur tête le wali M. Abdelkader Djellaoui, ainsi que des représentants de la famille révolutionnaire. Ce geste symbolique s'inscrit dans le cadre des festivités marquant le 63^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, et se veut un hommage appuyé au parcours héroïque de ceux qui ont offert leur vie pour la liberté de la patrie.

Le martyr Chetab Tayeb, originaire des

montagnes de l'Edough dans la commune de El-Tarifia (actuelle El-Taraya), a rejoint très tôt les rangs de la lutte clandestine au sein du Front de libération nationale. En lien étroit avec les moudjahidine et les fidayin de la ville, il s'est illustré par plusieurs actions de résistance courageuses contre les forces coloniales. Il demeure à ce jour l'une des figures militantes actives de la région d'Annaba. À travers ce geste mémoriel, les autorités locales réaffirment leur attachement à la mémoire des martyrs de la Révolution algérienne, en rappelant que le devoir de reconnaissance envers ceux qui ont sacrifié leur vie pour l'indépendance reste une valeur fondamentale de la nation.

Que Dieu accorde sa miséricorde à l'âme du martyr Chetab Tayeb.

Gloire et éternité à nos valeureux martyrs.

ANNABA / EL BOUNI Campagne de reboisement en prévision des jeux africains scolaires



Imen.B

Dans le cadre des préparatifs des jeux africains scolaires, la commune d'El Bouni a organisé une importante opération environnementale visant à embellir les espaces publics.

Sous la supervision du chef de daïra, Kouchit Abdelkrim, assisté de du P/APC par intérim, Brabah Abdelaziz, et sous la conduite de madame Leila Ziani, adjointe chargée de l'environnement, ainsi que M. Hazem Mabrouk, Chef de secteur de Boukhadra 3, une opération reboisement de ficus a été menée avec succès. L'intervention s'est déroulée sur la place

publique en face de l'Université Badji Mokhtar et à l'entrée de la cité résidentiel des 750 logements de Boukhadra 3.

Cette initiative, marquée par une excellente coordination et un esprit de rigueur, a permis d'ajouter une touche esthétique et écologique à la commune, reflétant l'image verdoyante d'Annaba. Elle témoigne également du sérieux et de l'engagement des autorités locales à accueillir cet événement continental dans les meilleures conditions. Cette action s'inscrit dans une vision durable visant à faire des espaces urbains des lieux plus sains, plus beaux et plus accueillants.

ANNABA: La saison estivale sous le signe de l'ouverture et de la modernité

Sihem.Ferdjallah

L'ambiance à Annaba, cet été est marquée par la richesse des activités proposées. Entre les plages bien entretenues, les soirées animées, les festivals locaux et les sorties en montagne dans la région de Séraïdi, la ville affiche une vitalité touristique renouvelée. Une attention particulière est accordée à l'écotourisme, avec des excursions organisées dans les zones forestières du massif de l'Edough, une manière de diversifier l'offre et de désengorger le littoral.

Sur le plan des infrastructures, la wilaya a connu ces derniers mois un vaste chantier de réhabilitation. Plusieurs axes routiers menant aux plages ont été remis à l'état neuf, les réseaux d'assainissement ont été renforcés et de nouveaux espaces de loisirs urbains ont été ouverts, notamment la nouvelle «



place des Jeux africains scolaires », en lien avec l'accueil des délégations continentales prévu pour la fin de l'été.

Les autorités locales misent

également sur une dynamique économique autour de la saison estivale. Des stands d'artisanat, des marchés de produits locaux et des restaurants en plein air

permettent à de nombreux jeunes et artisans de valoriser leur savoir-faire. Cette stratégie vise à faire de l'été non seulement une période de repos, mais

aussi une opportunité de relance économique à l'échelle locale.

Enfin, l'été 2025 à Annaba s'inscrit dans un contexte climatique favorable. Le ciel est généralement dégagé, les températures oscillent entre 28 et 35 degrés, et la mer présente des conditions idéales pour la baignade et les sports nautiques. Les professionnels du secteur espèrent une forte affluence tout au long des mois de juillet et août, d'autant que les congés scolaires coïncident avec la pleine saison.

Annaba semble donc prête à relever le défi d'un tourisme balnéaire moderne, inclusif et durable. La ville mise sur son patrimoine naturel, sa jeunesse dynamique et l'engagement de ses institutions pour offrir un été 2025 à la hauteur des attentes de ses visiteurs. Une promesse d'évasion, mais aussi de renouveau.

ANNABA / SEPTIÈME SÛRETÉ URBAINE

Saisie de plus de 4700 comprimés psychotropes



S.Y

Dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre la criminalité et notamment contre la prolifération des drogues, les éléments de la septième sûreté urbaine ont intensifié leurs opérations sur le terrain durant le premier semestre de l'année en cours. Selon un bilan rendu public, pas moins de 127 individus soupçonnés d'être impliqués dans des affaires liées à la possession de drogues et de psychotropes ont été interpellés. Ces actions ciblées ont également permis de saisir 4732 comprimés psychotropes, 151,8 grammes de résine de cannabis, 115,94 grammes

de drogues dures ainsi qu'un flacon de substance narcotique liquide. Les services de la sûreté de wilaya d'Annaba rappellent d'ailleurs leur engagement à poursuivre, avec la même fermeté et détermination, la traque de toutes les formes de criminalité, en invitant les citoyens à contribuer à cette démarche. Pour ce faire, plusieurs numéros verts sont mis à la disposition du public, notamment le 1548, le 17, le 104, ainsi que l'application « Allo Police », permettant de signaler tout acte ou comportement suspect susceptible de porter atteinte à la sécurité des personnes et des biens.

ANNABA / EL BOUNI

Adjudication publique pour la location du marché de gros « Antar »



S.Y

Sous la direction du président du conseil populaire communal par intérim, Brabah Abdelaziz, une enchère publique orale s'est tenue dans la salle des délibérations, pour la location des droits d'entrée et de stationnement au marché de gros des fruits et légumes « Antar » à Essarouel. Cette adjudication porte sur la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2028, renouvelable deux fois. Plusieurs responsables ont pris part à cette opération, parmi lesquels le secrétaire général de la commune, Kamel Bouali, le vice-président chargé de l'économie, des finances et de l'investissement, Blida Mohsen, ainsi que le vice-président en charge des affaires sociales, culturelles et sportives, Merabet Bilal. Étaient également présents le

directeur des biens communaux, Kamel Haddad, la cheffe du service des biens communaux, une huissière de justice, le chef du bureau des contentieux, Samir Touaibia, les représentants des services de sécurité de la daïra d'El Bouni, ainsi que les soumissionnaires.

Cette adjudication s'est déroulée dans de bonnes conditions jugées satisfaisante par les participants, marquées par une organisation rigoureuse, la transparence et le strict respect des procédures légales en vigueur. Un signal fort de la commune pour garantir la bonne gestion de ses biens et encourager les acteurs économiques à contribuer au dynamisme local.

Cette démarche vise à promouvoir une gestion moderne et efficace des espaces économiques de la collectivité.

ANNABA / DIRECTION DU COMMERCE

L'approvisionnement en produits de large consommation sous la loupe des inspecteurs



S.Y

Dans le cadre de ses missions de contrôle et de veille économique, la direction du commerce et de la promotion des exportations de la wilaya d'Annaba, à travers son service d'observation du marché et de l'information économique, poursuit ses efforts pour garantir un approvisionnement régulier et suffisant en produits de large consommation, notamment durant la période estivale où la demande connaît une hausse sensible. Une sortie de terrain a ainsi été organisée par la commission wilayale mixte chargée du suivi de l'approvisionnement, laquelle regroupe plusieurs secteurs clés, à savoir le commerce, l'agriculture, l'industrie ainsi que la sûreté nationale. L'objectif

principal de cette opération est de vérifier, sur site, la constitution et la disponibilité de « stocks de sécurité » au niveau des opérateurs économiques et des unités de production activant à travers tout le territoire de la wilaya.

Cette initiative vise à anticiper toute éventuelle perturbation dans la chaîne de distribution, à prévenir les situations de pénurie et à rassurer les consommateurs quant à la disponibilité permanente des denrées de première nécessité. Il convient de souligner que ces sorties de contrôle se poursuivront tout au long de l'été, en coordination avec l'ensemble des acteurs concernés, afin d'assurer un suivi continu et d'intervenir rapidement en cas de besoin.

ANNABA / INFRASTRUCTURES

SPORTIVES

Réhabilitation du stade de proximité : Une lueur d'espoir pour les jeunes de Aïn Chouga



S.Y

Les jeunes de la localité "Aïn Chouga", commune de Berrahal peuvent enfin souffler. Leur demande de réhabilitation du stade de proximité a été prise en charge par les autorités locales. Une opération de remise à niveau de la pelouse ainsi que l'installation de l'éclairage ont été officiellement lancées cette semaine, en présence du chef de secteur Walid Sabah, d'Aïn Chouga, Le projet, financé entièrement sur le budget communal, répond à une doléance

récurrente des habitants, soucieux d'offrir aux jeunes un espace sportif digne de ce nom. Cette initiative s'inscrit dans un programme plus large de réhabilitation progressive de l'ensemble des stades de proximité dispersés à travers les cités de la commune.

En redonnant vie à ces espaces de loisirs, la municipalité espère encourager la pratique sportive et offrir une alternative saine aux jeunes, contribuant ainsi à renforcer la cohésion sociale et à prévenir certaines dérives. Une bouffée d'air pour une jeunesse en quête d'épanouissement.

annaba / Prévention Des inCenDies :

La protection civile appelle les commerçants à rationaliser la consommation d'énergie électrique

Imen.B

Dans un contexte de forte chaleur estivale, la protection civile lance un appel urgent à l'attention des commerçants, les invitant à éteindre les lumières inutiles pendant la journée et à faire preuve de vigilance face aux risques d'incendies d'origine électrique. Le problème n'est pas lié à un manque d'électricité, mais à la fragilité

des lignes électriques, souvent incapables de supporter une charge excessive en période de températures extrêmes. Sous l'effet de la chaleur, la tension dans les câbles augmente, ce qui peut entraîner des échauffements dangereux, voire des départs de feu. Les services techniques de la protection civile ont constaté que certains commerces branchent jusqu'à 10 lumières sur une seule ligne électrique de 1,5 mm² de

section, conçue pour une capacité maximale de 16 ampères. Une telle surcharge représente un risque majeur d'incendie, notamment dans les magasins où les installations ne sont pas régulièrement contrôlées. Puisqu'il est conseillé d'éteindre les lampes inutiles, surtout en plein jour et de ne pas surcharger pas les lignes électriques et l'installation des disjoncteurs adaptés et bien calibrés.



annaba / traFiC roUtier :

Les automobilistes victimes du stress de la circulation : Embouteillages et routes saturées

Imen.B

Depuis l'ouverture officielle de la saison estivale et l'arrivée des vacanciers, la circulation est devenue de plus en plus dense à Annaba, il n'est guère aisé de circuler en voiture en ville, surtout ces derniers jours où l'on constate une ruée des

vacanciers vers les plages et la corniche notamment le soir. Du coup, l'anarchie, la saturation de la circulation et d'autres comportements peu civilisés ont refait surface prenant en otage l'ensemble des usagers. Pour rejoindre les hôpitaux ou le siège de la wilaya ou la grande poste, il faut s'armer d'une grande patience ! Le nombre

de plus en plus important de véhicules qui empruntent chaque jour les axes principaux de la ville ont rendu la circulation difficile au point où l'on assiste à de nombreux bouchons qui se forment plusieurs fois par jour au niveau de certains boulevards. Un nouveau plan de circulation s'impose aujourd'hui pour fluidifier la circulation durant les

heures de pointe surtout en cette période de vacances. On déplore par ailleurs, des embouteillages au niveau du rond point du CHU 'Ibn Rochd', ainsi qu'au niveau de l'avenue principale, de la grande poste, de la place de la mosquée El Rahmane, et vers la corniche. Des bouchons se forment dès la matinée avec l'arrivée de tous ces véhicules



venus des banlieues et wilayas avoisinantes, l'embouteillage peut s'étendre sur des centaines de mètres certains jours de la semaine.

annaba / soliDarité :

Campagne estivale de don de sang à la plage "Rizzi Amor"

Imen.B

Profitant de la saison estivale, le centre de transfusion sanguine lance une campagne de don de sang qui se déroulera chaque soir à la plage 'Rizzi Amor'. Dès la tombée de la nuit, les équipes médicales

seront présentes pour accueillir les généreux donateurs, qu'ils soient résidents ou estivants venus des quatre coins du pays et du monde. Cette initiative vise à renforcer les réserves de sang, souvent en déficit pendant l'été, et à sensibiliser le public à l'importance du don régulier et

volontaire. Le don de sang est un acte solidaire, simple et vital, qui permet chaque jour de sauver des vies humaines. Le centre de transfusion sanguine compte sur la générosité des estivants et sur leur engagement citoyen pour faire de cette campagne une réussite.



in-salah :

Les dattes primeurs entre abondance de l'offre et chute des prix

Les dattes saisonnières primeurs, actuellement en abondance sur les étals du marché couvert des fruits et légumes d'In-Salah, connaissent une baisse vertigineuse de leurs prix, chutant, en l'espace d'un mois des premières cueillettes, de 800 DA à 250 DA/kg, a-t-on constaté sur place.

Cette baisse, favorablement accueillie, aussi bien par les consommateurs que les revendeurs dans d'autres wilayas voisines, est expliquée par les responsables de la direction des services agricoles (DSA) aux prémices d'une production abondante, fruit du soutien aux agriculteurs en matière d'électrification agricole, d'approvisionnement en intrants agricoles et de campagnes de

traitement des palmiers contre les maladies parasitaires, dont le "Boufaroua".

Selon le directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya, DSA, Allal Aloui, cette amélioration de la production de dattes primeurs est imputée aux intenses opérations de plantation et de rajeunissement des effectifs phœnicicoles, accordées aux agriculteurs de la wilaya d'In-Salah, à la faveur d'un appui de 160 millions DA, entrant dans le cadre du programme national global de plantation d'un million de palmiers à travers le territoire national.

La wilaya d'In-Salah s'est vue accorder un projet de peuplement de 500 ha en palmiers, notamment de variétés "Aguéz", très sollicitée sur le marché pour

sa couleur dorée, sa saveur et son calibre. Dans le but de valoriser les efforts des agriculteurs de la région dans le développement et la diversification de la richesse phœnicicole, une équipe technique poursuit l'opération de recensement de l'effectif de palmiers de la région, totalisant plus de 40 variétés inventoriées au niveau des trois communes de la wilaya (In-Salah, Foggaret-Ezzoua et In-Ghar), a indiqué l'agronome Abd errahmane Chegga.

Selon cet agronome, répertorier la richesse phœnicicole et ses variétés a pour objectif de valoriser et de préserver cette richesse et cette activité agricole, avant d'affirmer qu'une barquette de dattes primeurs constitue, ces jours-ci à In-Salah, la meilleure



offre à faire entre familles et amis.

Néanmoins, des citoyens ont manifesté une certaine appréhension de cette chute de

prix, pouvant encore descendre aux alentours de 200 DA/Kg, qui profiterait aux spéculateurs et verrait, par conséquent, les prix repartir à la hausse.

Taxes sur le transport aérien

Philippe Tabarot plaide pour une pause afin de relancer la compétitivité du secteur

Alors que le trafic aérien stagne en France, le ministre des transports estime que le pays fait face à un risque de décrochage et plaide pour une fiscalité plus attractive sur les billets d'avion, selon le monde.fr. Au moment où le gouvernement prépare ses arbitrages pour le budget 2026, le ministre des transports, Philippe Tabarot, a déclaré, vendredi 11 juillet sur Franceinfo : « Je ne suis pas favorable à ce qu'on taxe de nouveau l'avion, parce que l'avion a été taxé ces deux dernières années de manière assez significative. » « Je fais partie d'un gouvernement qui cherche 40 milliards » d'euros pour le budget de l'année prochaine, a noté M. Tabarot, appelant cependant à être « vigilant » vis-à-vis de l'instauration de nouvelles taxes sur le transport aérien, « qui



vont être contre-productives et qui vont ralentir l'activité économique de notre pays ».

Le ministre a mis en avant « un risque de décrochage » du secteur français, par rapport aux pays touristiques voisins. « Aujourd'hui, on est dans des chiffres qui sont

assez stables d'une année à une autre » pour le trafic de passagers aériens en France, alors que d'autres pays comme l'Espagne, le Portugal ou l'Italie « ont des augmentations de 6 à 7 % de leur trafic aérien ».

Hausse temporaire de la taxation

Pour l'année budgétaire 2025, le gouvernement a alourdi la taxe de solidarité sur les billets d'avion, en escomptant quelque 800 millions d'euros de recettes supplémentaires. « On voit que la taxe sur les billets d'avion de l'an dernier a probablement ralenti un petit peu l'attractivité de notre pays », a-t-il estimé, rejoignant en cela les organisations professionnelles du secteur, les compagnies comme les aéroports.

En mars, M. Tabarot s'était dit à titre personnel « réservé » à l'idée d'inscrire cette hausse dans la durée, jugeant que l'« on ne doit pas taxer certains secteurs qui rayonnent au niveau mondial », allusion à la construction aéronautique dont Airbus est l'un des deux leaders.

Lors du Salon de l'aéronautique du Bourget, le 20 juin, le président de

la République, Emmanuel Macron, avait dit souhaiter « ardemment » que « le gouvernement et le Parlement puissent redonner tout à la fois compétitivité et lisibilité au secteur » aérien. Il s'exprimait lors de l'annonce d'un partenariat renforcé entre Air France-KLM et le gestionnaire des aéroports parisiens, Groupe ADP, pour défendre la compétitivité de ces installations face aux ambitieuses plateformes turques ou du Golfe. A l'approche de la période d'élaboration du budget 2026, « c'est le moment d'essayer de convaincre que le fait de moins nous taxer fera rentrer plus de recettes fiscales à l'Etat » en attirant davantage de voyageurs, avait ensuite plaidé le PDG d'ADP, Philippe Pascal, un ancien de Bercy.

Droits de douane

Donald Trump annonce 35 % de surtaxes sur les produits canadiens au 1^{er} août

Le président américain menace d'ajuster à tout moment les nouvelles surtaxes sur les produits canadiens, conditionnant leur niveau à l'évolution des relations entre Washington et Ottawa, selon le monde.fr. Donald Trump a annoncé, jeudi 10 juillet, qu'il comptait imposer 35 % de surtaxes douanières sur les produits canadiens à partir du 1^{er} août, dans la plus récente de sa vingtaine de lettres adressées à des partenaires commerciaux à travers le monde depuis lundi. « Au lieu de travailler avec [nous], Ottawa a riposté avec ses propres droits de douane. A partir du 1^{er} août, nous appliquerons au Canada des droits de douane de 35 % sur les produits exportés aux Etats-Unis, indépendamment de tous les droits de douane sectoriels », a écrit le président américain dans

un courrier au premier ministre canadien, Mark Carney, et partagé sur sa plateforme, Truth Social. « Ces droits de douane peuvent être modifiés, à la hausse ou à la baisse, en fonction de notre relation avec votre pays », prévient Donald Trump.

Comme pour chaque courrier envoyé depuis lundi, le président américain a précisé que ces droits de douane viendront s'ajouter à ceux imposés à des secteurs d'activité particuliers, tels que l'acier et l'aluminium ou l'automobile. Il s'agit de deux des principales exportations canadiennes vers les Etats-Unis, premier partenaire commercial d'Ottawa.

Missives

Un peu plus tôt dans la soirée, Donald Trump avait annoncé, lors d'un entretien téléphonique accordé à la chaîne NBC, qu'il

comptait envoyer une missive du même ordre à l'Union européenne (UE) « aujourd'hui ou demain ». « J'aimerais le faire aujourd'hui, a-t-il déclaré. Je discute avec l'UE, qui correspond, comme vous le savez, à plusieurs pays, ainsi qu'avec le Canada. Nous devrions les envoyer [les courriers], dans les prochaines heures. »

Une vingtaine de pays ont déjà reçu une missive du même type depuis le début de la semaine, principalement en Asie, avec 25 % appliqués aux produits provenant d'alliés tels que le Japon ou la Corée du Sud, et jusqu'à 40 % pour certains pays d'Asie du Sud-Est.

Mais c'est le Brésil, jusqu'ici non visé par des surtaxes au-delà de 10 %, qui a connu la plus forte hausse de droits de douane appliqués à ses produits, le président américain annonçant 50 % en réponse aux



poursuites engagées contre l'ex-président brésilien Jair Bolsonaro, accusé d'avoir réalisé une tentative de coup d'Etat après sa défaite contre le président Lula.

Initialement, ces surtaxes individualisées devaient commencer à être collectées le 9

juillet, après un précédent report, mais Donald Trump a signé en début de semaine un décret pour les reporter au 1^{er} août.

Dans ses lettres, le président américain assure que toute riposte sera sanctionnée par une surtaxe additionnelle de même ampleur.

Comment, sans le dire, Gérald Darmanin veut faire baisser le nombre de prisonniers

Lors d'une réunion avec des procureurs et des directeurs de prison, le ministre de la justice a répété qu'il n'entendait pas prendre d'instructions en matière de régulation carcérale. Dans le même temps, il enjoint aux acteurs de la chaîne pénale de freiner les entrées et d'accélérer les sorties, selon le monde.fr. Jeudi 10 juillet au matin, au premier étage de la chancellerie, place Vendôme



à Paris, Gérald Darmanin a une réunion de travail dans un format pour le moins inédit. Entouré de sa directrice de cabinet, du directeur de l'administration pénitentiaire et de la directrice des affaires criminelles et des grâces, le garde des sceaux a rendez-vous, en visioconférence, avec toute la hiérarchie de la chaîne pénale : la quasi-totalité des procureurs généraux, les premiers présidents de tribunal,

les directeurs de prison et des administrations pénitentiaires régionales.

Pas loin de 500 personnes à distance, pour un sujet brûlant : la situation alarmante de la surpopulation dans les prisons françaises. Les établissements pénitentiaires, qui comptaient 84 447 détenus à la fin juin, n'ont jamais été autant sous pression, avec un taux d'occupation de 135 %, et plus de 5 700 matelas au sol.

Plus de 3 000 fûts de déchets radioactifs cartographiés dans l'Atlantique Nord-Est

D'après les scientifiques, le niveau de radioactivité de ces déchets est similaire au bruit de fond environnemental. Jusqu'en 1993, plus de 200 000 fûts ont été jetés dans la plaine abyssale, selon le monde.fr. Une équipe de scientifiques a dressé une carte de 3 350 fûts de déchets radioactifs immergés qui jonchent le fond de l'Atlantique Nord-Est, sans constater pour le moment de radioactivité anormale, ont-ils déclaré vendredi 11 juillet à leur retour à Brest. Menée à bord du navire L'Atalante, de la flotte océanographique française, cette expédition baptisée Nodssum visait à cartographier la zone d'immersion principale de milliers de fûts de déchets radioactifs, immergés par des pays européens entre 1946 et 1993. Ces immersions étaient considérées à l'époque comme une solution

normale de gestion des déchets issus de l'industrie nucléaire. La mission a exploré une zone précise située dans les eaux internationales, à 1 000 kilomètres au sud-ouest de Brest et à 650 kilomètres au nord-ouest de La Corogne (Espagne). Les chercheurs ont pu scruter la zone grâce au sonar à très haute résolution du sous-marin autonome Ulyx de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer), qui a réalisé à cette occasion sa première mission scientifique. En seize plongées, Ulyx a cartographié 3 350 fûts répartis sur 163 kilomètres carrés. Une cinquantaine de fûts ont été photographiés dans un état de conservation variable, avec une surface corrodée et colonisée par des anémones. Des fuites de matière inconnue, probablement du bitume, ont également été constatées sur certains fûts. Les

outils de mesure de radioprotection ont fait état de valeurs du même niveau que le bruit de fond environnemental. Mais des mesures plus fines en laboratoire sur des sédiments, de l'eau et des poissons doivent être réalisées dans les mois qui viennent.

Pièges à poissons et crustacés

Durant la mission, les scientifiques ont effectué des prélèvements de sédiments – à l'aide de carottiers – et d'eau. Ils ont installé des pièges à poissons et à crustacés pour évaluer l'effet de ces déchets radioactifs sur les organismes marins. L'équipe de scientifiques comptait des chercheurs du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et d'autres venus de l'université de Bergen (Norvège), du Thunen Institute (Allemagne) ou de l'Université Memorial de Terre-



Neuve (Canada).

Jusqu'en 1993, plus de 200 000 fûts remplis de déchets radioactifs ont été jetés par plusieurs Etats européens dans la plaine abyssale de l'océan Atlantique Nord-Est, dans les eaux internationales, à plus de 4 000 mètres de profondeur. En juin 1984, le Commissariat

à l'énergie atomique (CEA) et l'Ifremer avaient déjà effectué une campagne photographique sur la même zone d'immersion en Atlantique Nord, à 4 500 mètres de profondeur : six conteneurs avaient été photographiés et semblaient intacts, mais avec des marques de corrosion.

Génocide de Srebrenica

En Bosnie-Herzégovine, trente ans après, des milliers de personnes célèbrent la mémoire des victimes

En juillet 1995, en plein conflit intercommunautaire, les forces serbes du général Mladic ont massacré 8 000 Bosniaques. Des familles continuent d'attendre la découverte des restes de leurs proches, tandis que le déni persiste chez les Serbes, selon le monde.fr.

Il est considéré comme le pire massacre de civils commis en Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Des milliers de personnes sont attendues, vendredi 11 juillet, à Srebrenica pour commémorer le génocide commis il y a trente ans par les forces serbes de Bosnie-Herzégovine. La veille des commémorations, des milliers de « marcheurs de la paix de Srebrenica », qui ont parcouru plus de 100 kilomètres en mémoire des victimes et des survivants du massacre, sont arrivés au centre commémoratif de Srebrenica-



Potocari.

Srebrenica est l'épisode le plus sanglant du conflit intercommunautaire bosnien (1992-1995), qui a embrasé cette ancienne république yougoslave après la proclamation de son indépendance, souhaitée par les Bosniaques (musulmans) et les Croates (catholiques), mais refusée

par les Serbes (orthodoxes).

Assiégée pendant plus de trois ans, l'enclave de Srebrenica, dans l'est de la Bosnie, proche de la frontière avec la Serbie, pourtant proclamée « zone protégée » des Nations unies, a été attaquée en juillet 1995 par les forces serbes de Bosnie du général Ratko Mladic. En l'espace de quelques jours, environ 8 000

Bosniaques y ont été exécutés, et leurs corps jetés dans des dizaines de fosses communes.

Tentatives de dissimulation des corps

Essayant de dissimuler la gravité des crimes, les autorités serbes bosniennes avaient organisé des opérations de déplacement de cadavres, souvent dénichés par les machines lourdes et transportés vers plusieurs fosses communes dites « secondaires », selon les experts. A ce jour, les restes de plus de 80 % de victimes ont été retrouvés et enterrés. « Nous recherchons toujours un peu moins de 1 000 victimes », précise la porte-parole de l'Institut bosnien pour les personnes disparues, Emza Fazlic.

« Depuis trente ans, nous portons la douleur dans nos âmes. Nos enfants ont été tués innocents dans la zone protégée de l'ONU. L'Europe et

le monde ont observé, muets, la tuerie de nos enfants », explique Munira Subasic, présidente de la principale association des mères de Srebrenica, dont le mari Hilmo et le fils Nermin, 17 ans, ont été tués. Vendredi, des survivants et des familles vont inhumer sept victimes, au Centre mémorial Srebrenica-Potocari, dont deux jeunes hommes qui avaient 19 ans au moment du massacre, et une femme qui était âgée de 67 ans. Leurs familles ont attendu pendant plusieurs années, espérant que d'autres restes seraient retrouvés. « Malheureusement, pour la plupart de ces victimes il s'agit de restes incomplets, dans certains cas il n'y a qu'un ou deux os », explique Mme Fazlic, précisant qu'une centaine de femmes, dont 80 sont toujours recherchées, ont aussi été tuées dans le massacre.

Noyades

Plus de 100 personnes sont mortes en France en un mois, une « très forte hausse » attribuée à la récente vague de chaleur

Alors que l'été ne fait que commencer, Santé publique France alerte sur un bond de 58 % des noyades entre le 1^{er} juin et le 2 juillet, par rapport à la même période en 2024. Des jeunes gens sautent d'un pont dans le canal Saint-Martin à Paris, le 2 juillet 2025. TOM NICHOLSON/REUTERS Plus de 100 personnes sont déjà mortes par noyade en France entre début juin et début juillet, un bond de moitié par rapport à la même période en 2024, a constaté

vendredi 11 juillet, l'agence Santé publique France (SPF).

L'agence relève qu'entre le 1^{er} juin et le 2 juillet 109 personnes sont mortes par noyade. « On fait le lien avec la période de canicule qu'on vient de subir », a déclaré lors d'une conférence de presse Aymeric Bun Ung, épidémiologiste pour l'agence de santé publique. C'est 58 % de plus qu'à la même période de l'année précédente. La tendance est encore plus marquée en prenant en compte l'ensemble des noyades, y compris

celles n'ayant pas été mortelles : atteignant plus de 400, elles ont doublé en un an.

Les adolescents en première ligne

La hausse apparaît particulièrement préoccupante chez les mineurs. Entre début juin et début juillet, 19 sont déjà morts en se noyant, alors qu'ils étaient moins de dix l'année précédente. Ces cas concernent principalement des adolescents (plus de 13 ans) et, pour l'essentiel, ont eu lieu dans des cours d'eau ou des plans d'eau. Le contraste est frappant avec les adultes, chez

qui les morts ont tout autant lieu en mer.

Pour l'agence de santé publique, la cause est claire : la deuxième moitié de juin a été marquée par une vague de chaleur d'une ampleur quasi jamais vue à cette période, prolongée par une forte canicule tout début juillet. Presque toute la métropole a été frappée. « On sait que ces températures élevées accentuent les dangers liés à la baignade », a insisté M. Bun Ung, pour qui « le danger de noyade est bien réel (...) dans les

cours d'eau et les plans d'eau non surveillés ».

Les noyades viennent donc s'ajouter, de manière indirecte, à l'ensemble des problèmes de santé accentués par les fortes chaleurs, alors que celles-ci deviennent de plus en plus fréquentes dans un contexte de réchauffement climatique. SPF va continuer tout l'été à surveiller l'évolution des noyades à travers le pays, alors que le risque s'accroît en période de vacances scolaires estivales.

réFUGiés : Une réponse humanitaire devenue gravement insuffisante

« Les financements de l'aide humanitaire ont été drastiquement réduits alors même que les besoins mondiaux explosent » constate Paolo Artini, le représentant en France du HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés. Face aux urgences, il appelle à « une augmentation significative et immédiate de l'aide humanitaire, afin de répondre aux besoins vitaux et de sauver des vies ».

« Selon le nouveau rapport annuel Tendances mondiales sur le déplacement forcé que le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, vient de publier, 122,1 millions de personnes étaient déplacées de force dans le monde en avril 2025, un chiffre en légère baisse par rapport à 2024, mais deux fois plus élevé qu'il y a dix ans. Cela veut dire qu'une personne sur 67 sur la planète est déplacée. Un total vertigineux, presque équivalent au double de la population française.

Chaque déplacement est un choix entre la fuite pour survivre ou s'exposer à des risques majeurs en restant chez soi. Nombreux sont celles et ceux qui ont fui des conflits prolongés et violents, comme au Myanmar, à Gaza, au Liban, en République démocratique du Congo, en Ukraine ou au Soudan - qui est devenu la plus grande crise de déplacement au monde, avec plus d'un tiers de sa population déplacée de force.

Le nombre de personnes déplacées de force au Soudan a ainsi atteint plus de 14 millions. Si la majorité d'entre elles restent à l'intérieur du pays, un grand nombre a également trouvé refuge dans les états voisins, le long de la route vers le nord de l'Afrique et au-delà. Le Soudan figure désormais parmi les principaux pays d'origine des personnes déplacées présentes à Calais, dans le nord de la France. Bien que les besoins humanitaires aient fortement augmenté au cours des dix dernières années, la réalité actuelle vécue par les réfugiés révèle une situation de plus en plus alarmante.

Les financements de l'aide humanitaire ont été drastiquement réduits alors même que les besoins mondiaux explosent. Les réfugiés font désormais face à une double crise : le traumatisme de l'exil et l'affaiblissement des systèmes de soutien sur lesquels ils pouvaient compter jusqu'à présent. Par exemple, le budget actuel du HCR, face à des besoins presque deux fois plus importants, reste inchangé par



rapport à 2015, alors que 64 millions de personnes étaient déplacées.

Des services essentiels s'effondrent

Dans plusieurs pays, les services essentiels, éducation, santé, distribution alimentaire, sont en train de s'effondrer. À la frontière entre le Soudan et le Tchad, les communautés déplacées vivent entassées dans des camps ou des abris surpeuplés, souvent situés dans les zones parmi les plus durement touchées par les phénomènes climatiques extrêmes. Les femmes et les filles sont confrontées à des risques particulièrement élevés dans un contexte qui ne cesse de se détériorer : tandis que les structures de protection s'étiolent, les signalements de violences sexuelles, d'exploitation et d'abus continuent d'augmenter.

Dans ce contexte difficile, nous continuons malgré tout à rechercher des solutions concrètes. Et certains signes d'espoir émergent : l'année écoulée a été marquée par le nombre de retours volontaires le plus élevé observé depuis plusieurs décennies. Près de 9,8 millions de personnes déplacées sont rentrées dans leurs régions d'origine en 2024, dont 1,6 million de réfugiés et plus de 8 millions de déplacés internes. Ces chiffres sont loin d'être négligeables : ils traduisent en partie un profond désir de retourner chez soi. Plus d'un demi-million de Syriens sont rentrés depuis les pays

de la région après la chute du régime Assad, dans l'espoir de reconstruire leur avenir, même si leurs habitations sont en ruines. Les pays donateurs devront les soutenir pleinement dans ce moment délicat, afin que leur réintégration socio-économique devienne durable.

Malheureusement, un grand nombre de ces retours s'avèrent prématurés, voire forcés. Ainsi, en 2024, de nombreux Afghans ont été contraints de regagner leur pays dans des conditions extrêmement précaires, exposés à une insécurité persistante et à un manque criant de moyens de subsistance. L'Afghanistan est l'un des premiers pays d'origine des réfugiés en France, et un certain nombre de bonnes pratiques ont été mises en œuvre avec succès pour l'inclusion socio-économique des femmes et des hommes afghans qui ont dû fuir.

Contrairement aux idées reçues dans de nombreux pays, y compris en Europe, la plupart des personnes déplacées ne franchissent jamais de frontière internationale. 60 % restent à l'intérieur de leur propre pays. Parmi celles qui partent, la grande majorité, 67 %, ne va pas plus loin que le pays voisin. Cela signifie que les pays à revenu faible ou intermédiaire accueillent près des trois quarts de la population réfugiée mondiale. Si nombre de ces pays font preuve d'une générosité remarquable, et ce depuis des décennies, ils tirent aujourd'hui la sonnette d'alarme. Le principe

de responsabilité partagée, qui est à la base du Pacte mondial sur les réfugiés, ne devrait pas être négligé.

Face à l'urgence, des réponses durables

Alors, que peut-on faire ? Face à l'urgence de la situation, la priorité doit être une augmentation significative et immédiate de l'aide humanitaire, afin de répondre aux besoins vitaux et de sauver des vies.

Ensuite, il faut soutenir les réfugiés qui rentrent chez eux et les aider à reconstruire leur pays et leurs communautés. Le retour est un moment porteur d'espoir, mais aussi de grande fragilité. Sans investissements dans le logement, l'éducation, la santé ou les moyens de subsistance, ces retours risquent de n'être que temporaires et précaires, et de créer de nouvelles vulnérabilités. Il est crucial d'investir dans des réponses durables. Elles peuvent certes être difficiles à mettre en œuvre, mais elles restent assurément la voie la plus sensée à suivre. Les solutions durables pour les réfugiés, comme le retour volontaire, la réinstallation et les autres voies légales, mais aussi l'inclusion socio-économique à travers l'accès aux systèmes nationaux et la collaboration avec les acteurs de développement, représentent des investissements pour la stabilité régionale et mondiale. Elles réduisent la dépendance à l'aide sur le long terme, favorisent la sécurité et redonnent de la dignité aux personnes.

Elles contribuent aussi à éviter les traversées désespérées et dangereuses que trop de personnes entreprennent encore à travers la Méditerranée pour rejoindre l'Europe. La mer devrait être considérée comme un espace humanitaire, comme l'ont rappelé le HCR et ses partenaires à l'UNOC 2025 organisé à Nice ce mois-ci, et des alternatives doivent être explorées les plus tôt possible sur les routes empruntées par les déplacés de force.

Pour les personnes qui fuient la guerre et les persécutions, le droit de chercher la sécurité et de recevoir une aide vitale ne doit pas dépendre des aléas politiques. Il s'agit d'un devoir moral et juridique. À l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés 2025, il est plus important que jamais de remercier tous les acteurs qui s'engagent aux côtés des personnes réfugiées, qu'il s'agisse des pouvoirs publics, de la société civile, des citoyens ou du secteur privé.

Derrière chaque statistique, il y a une histoire unique : celle d'une personne qui avait un foyer, un emploi, une communauté, et qui a tout perdu, sans qu'elle en soit responsable. Le déplacement est l'un des grands défis de notre époque. Mais il n'est pas inéluctable. La paix, la justice et la solidarité doivent guider nos actions. Comme les réfugiés nous le rappellent, le moment est venu de faire preuve d'un engagement renforcé, non d'un repli sur soi. »

Bayer Leverkusen : Les mots prometteurs de Hofmann sur Ibrahim Maza

Ibrahim Maza a passé un nouveau cap en carrière en signant au Bayer Leverkusen cet été en provenance de la Bundesliga 2. Ce passage du Hertha Berlin SC au dauphin du Bayern Munich ne semble pas lui donner froid aux yeux. Lors des entraînements, il montre déjà de belles choses de l'avis de ses coéquipiers. D'ailleurs, le milieu de terrain Jonas Hofmann est impressionné par la qualité de l'Algérien.

Le niveau et les exigences ne sont pas les mêmes. Toutefois, Maza semble bien armé pour gagner des galons dans le football circulaire allemand. Ses performances en seconde division ont suffi pour convaincre le Bayer Leverkusen de le signer.

Maza dans un environnement idéal pour devenir un grand joueur

Là-bas, il doit tout reconstruire et essayer de gagner une place dans un effectif où les cartes seront redistribuées. Surtout avec le départ de Xabi Alonso, ancien coach, et l'arrivée d'Eric Ten Hag sur le banc. A priori, l'intégration du Fennec se passe bien. Ses camarades

ont déjà constaté ses qualités. « Nous avons recruté de très, très bons jeunes joueurs. Quand je vois Ibo (diminutif d'Ibrahim, NDLR) à l'entraînement, je me dis qu'avec un peu de temps, il pourrait devenir un grand joueur, vu son jeu. Je pense que c'est déjà évident », apprécie Hofmann.

Au Bayern Leverkusen, Hofmann pense que le Dz aura la possibilité de progresser. « Les bases ont été posées pour transformer de jeunes joueurs en grands joueurs. Et c'est ce qui a toujours distingué Leverkusen ces dernières années : transformer de jeunes joueurs en stars mondiales, comme Flo [Wirtz] par exemple », rappelle le milieu de terrain allemand. En d'autres termes : le choix de carrière de Maza paraît judicieux. Maintenant, il faudra qu'il fasse ses preuves pour s'imposer et faire fructifier son indéniable potentiel. Ainsi, il sera (pourquoi pas ?) le digne remplaçant de Wirtz vendu 125 millions d'euros à Liverpool. Pour l'anecdote, l'indemnité de transfert représente 10 fois la valeur marchande actuelle de l'Algérien.



Mercato :

Houssem Aouar, la destination inattendue

L'été dernier, Houssem Aouar avait pris la décision de quitter l'Europe et l'AS Rome et rejoindre la Saudi Pro League (Arabie saoudite). Là-bas, il porte les couleurs d'Al Ittihad. Et dès sa première saison avec la formation de Djeddah, il a signé le doublé coupe-championnat. Lié jusqu'à juin 2028, il a l'opportunité de revenir sur le Vieux-Continent dès cet été. En effet, l'AFC Bournemouth (9e de la Premier League la saison écoulée) l'a sur ses radars. Le



club anglais aurait même déjà approché les Saoudiens pour le signer.

Auteur de 13 buts marqués et 4 passes décisives en 34 apparitions toutes épreuves réunies, le milieu de terrain algérien suscite naturellement l'intérêt d'autres écuries. Ses performances mais aussi les

critiques qu'il a essuyées par moments rendent son retour en Europe envisageable. Surtout qu'il a encore 27 ans et qu'il retrouve une certaine stabilité sur le plan physique avec des passages moins fréquents à l'infirmerie.

Le salaire d'Aouar n'est pas un obstacle pour les Cherries
Récemment, dans une interview accordée à L'Equipe, Aouar n'a pas exclu ce scénario. « Franchement, je ne suis fermé à rien du tout. Tout peut se passer dans le football », a-t-il lâché.

Dès lors, on peut penser qu'il sera attentif à ce que lui proposent les Cherries. On sait que les sociétaires de Premier League ont la réputation d'être de bons payeurs grâce aux revenus que génèrent le championnat anglais. Coté indemnité de transfert, le chiffre de 20 millions d'euros est évoqué par la presse. Un joli pactole pour un joueur recruté 12 millions d'euros par le club saoudien en provenance de l'AS Rome.

Actuellement, Aouar perçoit une rémunération annuelle d'un peu

plus de 6 millions d'euros chez les Tigres. L'AFC Bournemouth pourrait s'entendre avec le Vert sur un salaire avoisinant pour le convaincre de rejoindre l'effectif. On peut aussi noter qu'un retour en France n'est pas à exclure. Selon des rumeurs mercato, il y a un intérêt de l'Olympique de Marseille et Lille OSC qui prendront part à la Ligue des Champions UEFA. Cependant, il n'est pas évident de toucher les émoluments cités plus haut en Ligue 1 Mc Donald's. Dossier à suivre.

Championnat national scolaire des sports collectifs :

« Une véritable plateforme de découverte de jeunes talents »

Le ministre des Sports, Walid Sadi, a souligné, mardi à Oran, que le championnat national scolaire des sports collectifs constitue « une véritable plateforme de découverte de jeunes talents et un terrain fertile pour l'ancrage des valeurs de discipline ».

Dans son discours d'ouverture à l'occasion du lancement des phases finales de cette manifestation sportive, au Palais des Sports « Hamou Boutlelis », en présence du ministre de l'Education nationale, Mohamed Seghir Sadaoui, et du ministre de la Jeunesse,

chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, M. Sadi a souligné que « ce championnat n'était pas une simple compétition, mais une plateforme réelle pour la découverte de jeunes potentiels, un espace propice pour l'ancrage des valeurs de discipline, le renforcement de l'esprit de défi et l'instillation de l'ambition dans l'esprit de nos filles et nos garçons ».

Il a ajouté que le sport scolaire est devenu « une pierre angulaire dans la politique de l'Etat pour le développement du sport, et une composante



essentielle de la vision du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui insiste constamment sur le droit des jeunes à pratiquer le sport, en tant que passerelle vers le développement et l'excellence, un espace de réussite, et un tremplin pour permettre à notre jeunesse de hisser fièrement le drapeau national dans les compétitions internationales ».

Dans ce contexte, M. Sadi a réitéré l'engagement de son département, en collaboration avec le ministère de l'Education nationale, à placer le sport scolaire au cœur des priorités du ministère, non seulement par l'appui de ces manifestations, mais aussi à travers des programmes continus de formation et d'accompagnement, saluant au passage le rôle vital des encadreurs, enseignants et entraîneurs sur le terrain.

De son côté, Ali Merah, président de la Fédération algérienne du sport scolaire, a affirmé que l'objectif du championnat

national scolaire des sports collectifs est la découverte précoce des jeunes talents prometteurs, en misant sur l'école comme vivier de l'élite nationale, sur laquelle s'appuyer pour représenter l'Algérie aux niveaux continental et international.

Les phases finales de ce championnat national, qui se déroulent sur quatre jours, réunissent 2.336 élèves des trois paliers de l'enseignement, dont 70 athlètes aux besoins spécifiques, encadrés par 384 responsables pédagogiques et techniques.

Cherries

NATIONAL

Cherries

Carlo Ancelotti condamné à un an de prison pour fraude fiscale

Carlo Ancelotti a été condamné à un an de prison pour un délit contre le Trésor public lié à l'exercice fiscal de 2014. En parallèle, l'ancien entraîneur du Real Madrid et désormais sélectionneur du Brésil a été acquitté d'un autre délit similaire concernant l'année suivante. D'après EFE, le technicien écope également d'une amende de 386 361,93 euros et se voit privé «du droit de recevoir des aides ou subventions publiques, ainsi que du droit de bénéficier

d'avantages ou d'incitations fiscales ou de la Sécurité sociale pendant une durée de trois ans». Ancelotti était accusé par le parquet d'avoir fraudé le fisc à hauteur de près d'un million d'euros lors des exercices fiscaux de 2014 et 2015, durant son premier passage sur le banc des Merengues. Le coach de 66 ans a affirmé n'avoir jamais eu l'intention de frauder le fisc lors du procès tenu les 2 et 3 avril derniers. Durant l'enquête, il avait reconnu les faits et assuré faire confiance à la justice.



L'OL est maintenu en Ligue 1

C'est aujourd'hui que Michele Kang, actionnaire d'Eagle Football et désormais nouvelle président de l'OL, et Michael Gerlinger passaient devant la commission d'appel de la DNCG pour tenter d'éviter la relégation en Ligue 2. Il a finalement été décidé que le club reste en Ligue 1.

La journée a dû être très longue pour tous les suiveurs de l'Olympique Lyonnais. C'est ce matin que le club passait son audience devant la commission d'appel de la DNCG, situés au siège de la FFF dans le XV^e arrondissement de Paris. Encore sonnée par la rétrogradation décidée par l'instance de contrôle et de gestion le 24 juin dernier qui réclame 200 M€, la direction, désormais incarnée par Michele Kang, actionnaire d'Eagle Football, et Michael Gerlinger, devait apporter des réponses avant d'éviter la sanction suprême. Il fallait pour cela démontrer sur les comptes



du club les sommes provenant de la holding Eagle Football, celles réclamées par la DNCG.

Depuis cette journée fatidique du 24 juin, l'OL s'est efforcé de trouver des solutions, à commencer par le départ de Jonh Textor. L'Américain est resté à la tête d'Eagle Football Holding mais a fini par quitter la présidence des Gones sous la pression des actionnaires. Il avait perdu sa crédibilité aux yeux des membres de la DNCG. L'enjeu est immense car il s'agit pour les investisseurs de ne pas perdre des dizaines de millions d'euros. C'est encore pire pour le fonds d'investissement Ares, lequel a prêté 425 M€ à la holding lors de l'acquisition du club. Pour

rappel, le gendarme financier avait rétrogradé l'institution à titre conservatoire en novembre 2024.

La DNCG réclamait 200 M€
L'état-major a donc dû apporter des réponses économiques, à commencer par le renflouement de la trésorerie à hauteur de 83 M€ de la part des actionnaires. Ares a également accepté le report de certaines créances, tandis qu'un plan de départs volontaires a été mis en place. Une centaine de salariés ont quitté leur poste. Sur le mercato, les options d'achat obligatoires de Benrhama, Sarr et Lepennant ont été levées pour un apport de 19,5 M€. Le PSG a accepté de régler cash le transfert de Barcola, alors que le paiement était initialement étalé, et de nombreux gros salaires sont partis (Lacazette, Tagliafico, Lopes), en plus des départs récents de Caqueret (15 M€) et Cherki (42,5 M€ avec bonus). Malgré la baisse de 30 M€ de la masse salariale, la DNCG n'était pas encore satisfaite. Selon

certaines sources, elle souhaitait la voir passer de 160 à 75 M€. Et puis, elle a aussi été déçue de voir que la vente des parts d'Eagle dans Crystal Palace n'a rapporté que 40 M€ aux comptes de l'OL. Elle en attendait le double. Sur les 200 M€, Ares en a capté 160 pour sécuriser une partie du remboursement du prêt accordé. L'instance souhaitait aussi y voir plus clair concernant les joueurs de Botafogo Luiz Henrique et Igor Jesus, lesquels ont été respectivement vendus 33 M€ et 11,5 M€ alors même que leurs droits économiques avaient été orientés dès l'hiver dernier sur les comptes du club français. La fin du contrat de naming du stade avec Groupama n'arrange pas les choses non plus.

Un maintien en L1 sous le signe de l'austérité ou une relégation en L2 confirmée
Deux issues semblaient possibles : un maintien en Ligue 1 mais avec un encadrement de la masse salariale et du recrutement imposé. Cela permettait au moins

de disputer la Ligue Europa où s'est qualifié l'OL en terminant 6^e de Ligue 1 au printemps. Michele Kang devait alors présenter un plan d'austérité en insistant sur une limitation des rémunérations. Deuxième solution, une descente en Ligue 2 confirmée en appel que les Gones auraient pu contester en saisissant la conciliation du Comité Olympique et sportif français (CNOSF), et même le tribunal administratif. Mais là, c'est le mur de la dette (541 M€ fin décembre) qui devient infranchissable.

Après l'audition, c'est la première option qui a été choisie. La DNCG vient de publier un communiqué officiel à ce sujet : « (la DNCG) infirme la rétrogradation administrative en championnat Ligue 2 de l'équipe première à l'issue de la saison 2024-2025, encadrement de la masse salariale et des indemnités de mutation sur le budget Ligue 1 2025-2026 proposé ». Bonne nouvelle pour l'OL donc !

L'OM entre en contact avec Pierre-Emerick Aubameyang

Selon nos informations, l'Olympique de Marseille et Pierre-Emerick Aubameyang sont en contact pour un retour au club cet été.

Le 18 juillet 2024, Pierre-Emerick Aubameyang a annoncé son départ de l'Olympique de Marseille après une seule et unique saison. Et quelle saison ! En 51 apparitions toutes compétitions confondues, il a marqué 30 buts et délivré 11 passes décisives. Malgré cela, il a quitté la mort dans l'âme les pensionnaires de l'Orange Vélodrome, avec lesquels il n'était pas parvenu à se qualifier en Ligue des Champions. Sur son compte Instagram, il avait publié un long message d'adieu, lui qui était tombé amoureux de l'OM. «MERCI MARSEILLE ! J'ai passé une année remplie d'émotions et je tiens à remercier tout le club, le staff, mes coéquipiers et nos supporters. Vous m'avez rendu plus fort et ces souvenirs avec vous resteront gravés à jamais. Comme vous



le savez, j'ai toujours suivi les conseils de mon père, ce qui m'a permis de devenir le joueur que je suis et nous avons donc pris cette décision pour la suite de ma carrière. Il est temps pour moi de démarrer un nouveau chapitre. Merci M. Frank McCourt, Merci Pablo d'avoir accepté mon départ, merci de ton soutien à

toute épreuve mais surtout merci de m'avoir offert la chance de découvrir la chaleur et la passion du Vélodrome. Pour toujours allez l'OM. Je ne vous oublierai jamais.»

L'OM est en contact avec PEA
Ensuite, il s'est envolé pour l'Arabie saoudite, où il a signé un contrat jusqu'en juin 2026 avec

le puissant club d'Al-Qadsiah. Sous ses nouvelles couleurs, le Gabonais a brillé. Il a marqué 21 buts et délivré 3 buts en 36 apparitions toutes compétitions confondues. Malgré cela, nous vous avons expliqué qu'un départ, un an seulement après son arrivée, est envisagé. En effet, des négociations sont en

cours pour résilier son bail. Dans le même temps, nous vous avons indiqué que des clubs frappent déjà à la porte de l'attaquant, qui était de passage à l'ASSE dans la semaine pour l'essai de son neveu.

D'autres pensionnaires de Saudi Pro League, mais aussi des clubs de MLS, de Süper Lig, de Premier League, de Serie A et d'Espagne sont également sur le coup. En France, on n'a pas non plus oublié PEA. Nous vous avons révélé que des clubs de Ligue 1 suivent aussi son cas de près. Ce mercredi, nous pouvons d'ailleurs vous assurer que l'Olympique de Marseille est en contact avec le joueur et son entourage pour un éventuel retour. Pour le moment, l'OM comme tous les clubs intéressés doivent attendre qu'Aubameyang résilie son bail en Arabie saoudite, puisqu'il est toujours officiellement sous contrat. Une fois son bail résilié, tous auront le champ libre pour attaquer.

Le secret de la création d'un nouvel océan en Afrique a été découvert !



Aujourd'hui tout le monde est familier avec la notion de dérive des continents proposée en 1912 par l'astronome et météorologue allemand Alfred Wegener. Elle ne fait plus de doute même si sa formulation moderne est en réalité différente, puisqu'elle fait intervenir la notion de tectonique des plaques qui était inconnue de Wegener. Lui-même s'était d'ailleurs trompé en proposant un mécanisme pour cette dérive des continents, comme l'a rapidement montré le Pape de la géophysique de la première moitié du XXe siècle : le génial Britannique Harold Jeffreys.

De fait, c'est en partie à cause des critiques de Jeffreys que, jusqu'au milieu des années 1960, quasiment personne ne va prendre au sérieux les idées de Wegener. Quasiment personne, sauf quelques visionnaires comme le volcanologue Haroun Tazieff.

Puis, c'est au cours de la fin des années 1960, en se basant notamment sur les découvertes récentes du paléomagnétisme, que le physicien Jason Morgan aux États-Unis et le jeune géophysicien britannique de

25 ans Dan Peter McKenzie proposent finalement indépendamment en 1967 la notion de plaques flottant sur un manteau terrestre quasi solide, mais animé de lents mouvements de convection analogues à ceux de l'eau chauffée dans une casserole, déplaçant ces plaques. La théorie va connaître un développement théorique important peu de temps après grâce au géophysicien français Xavier Le Pichon, qui le premier et l'année suivante va développer quantitativement ce qui n'avait été proposé qu'essentiellement qualitativement par Morgan et McKenzie en compagnie de R. L. Parker.

Il en a résulté un article monumental en 1968, *Sea-floor spreading and continental drift*, proposant six plaques tectoniques en mouvements relatifs depuis 120 millions d'années et donnant un tout nouveau cadre confirmant et expliquant la théorie de la dérive des continents de Wegener. La performance de Le Pichon était d'autant plus remarquable qu'il avait passé sa thèse en 1966 en pensant avoir réfuté la théorie de Wegener, devenue entre-

temps la théorie de l'expansion océanique proposée par un collègue à Princeton de Morgan : Harry Hess.

L'Afar, une preuve de la théorie de la tectonique des plaques

1967, c'est aussi par chance à ce moment-là que débutent les expéditions franco-italiennes dans la dépression de l'Afar, située en Afrique de l'Est sous le niveau de la mer. Elles sont menées jusqu'en 1976 par Haroun Tazieff et ses collègues Giorgio Marinelli, Franco Barberi et Jacques Varet.

Les données minéralogiques et tectoniques montrent que l'Afar est un fond d'océan exondé, manifestation d'une jonction triple formée par le rift est-africain au sud-ouest, sa continuation dans la mer Rouge au nord et le golfe d'Aden à l'est. Surtout, il s'agit d'une région où l'on peut voir à l'œuvre directement les prédictions de la théorie de la tectonique des plaques et de l'expansion des fonds océaniques, comme si l'on avait ramené en surface une portion du rift médio-océanique de l'Atlantique. Au final, cette découverte va, à partir de 1969, accélérer la conversion au nouveau paradigme des géosciences de nombreux géologues sceptiques.

On comprend très rapidement que la longue fracture tectonique qui balafre une bonne partie de l'Afrique de l'Est, le fameux rift est-africain, marque le début de l'ouverture d'un futur océan. La théorie de la tectonique

des plaques, complétée par les idées du géophysicien canadien John Tuzo Wilson, laissait entendre que des panaches de roches chaudes montant du manteau, fondant partiellement en donnant du magma par décompression, pouvaient être à l'origine de l'ouverture en cours de cet océan et expliquaient les éruptions et l'activité volcanique soutenue dans la dépression de l'Afar.

Mais, jusqu'à présent, les détails de ce qui se passait vraiment sous l'Afar n'étaient pas clairs. Cela vient de changer grâce à une publication dans *Nature Geoscience* d'un article issu de recherches menées par des géologues de l'Université de Southampton avec leurs collègues de dix institutions, dont l'Université de Southampton, l'Université de Swansea, l'Université de Lancaster, les Universités de Florence et de Pise, GEOMAR en Allemagne, l'Institut d'études avancées de Dublin, l'Université de Fribourg, l'Université d'Addis-Abeba et le Centre allemand de recherche en géosciences GFZ, comme l'explique un communiqué.

Une tectonique en surface couplée à des mouvements dans le manteau

On y trouve également le commentaire suivant de l'auteure principale de l'article publié, Emma Watts, qui a mené la recherche à l'Université de Southampton : « Nous avons découvert que le manteau sous l'Afar n'est ni uniforme ni stationnaire ; il est pulsé,

et ces pulsations portent des signatures chimiques distinctes. Ces pulsations ascendantes du manteau partiellement fondu sont canalisées par les plaques de rifting situées au-dessus. Ceci est important pour notre compréhension de l'interaction entre l'intérieur de la Terre et sa surface. »

Pour arriver à cette conclusion, les géologues ont collecté, puis analysé plus de 130 échantillons de roches volcaniques dans la région Afar et le rift principal éthiopien. Selon les mots du communiqué de l'Université de Southampton, les résultats de ces analyses « montrent que sous la région Afar se trouve un panache unique et asymétrique, avec des bandes chimiques distinctes qui se répètent à travers le système de rift, tels des codes-barres géologiques. L'espacement de ces motifs varie en fonction des conditions tectoniques de chaque bras du rift ».

Tom Gernon, professeur de sciences de la Terre à l'Université de Southampton et co-auteur de l'étude, ajoute que : « les rayures chimiques suggèrent que le panache est pulsé, comme un battement de cœur. Ces impulsions semblent se comporter différemment selon l'épaisseur de la plaque et la vitesse à laquelle elle se sépare. Dans les rifts à propagation rapide comme la mer Rouge, les impulsions se propagent plus efficacement et plus régulièrement, comme une impulsion dans une artère étroite ».

Quelle quantité d'or existe-t-il vraiment sur Terre ?

L'or soulève des questions quant à sa répartition sur notre planète. Les estimations varient, mais une chose est certaine : l'or est bien plus abondant dans le noyau terrestre que dans la croûte.

Selon les données compilées par l'U.S. Geological Survey et le Conseil mondial de l'or, entre 206 000 et 238 000 tonnes d'or ont été extraites par l'homme à ce jour. Ces chiffres, bien qu'impressionnants, ne représentent qu'une infime partie de l'or présent sur Terre. La majeure partie de ce métal précieux se trouve en effet dans le noyau terrestre, inaccessible avec les technologies actuelles.

Les réserves d'or encore exploitables sont estimées

à environ 70 550 tonnes, principalement situées en Russie, en Australie et en Afrique du Sud. Cependant, la Chine se distingue comme le plus grand producteur d'or en 2024. Ces réserves ne sont qu'une fraction des ressources potentielles, dont l'exploitation dépend des avancées technologiques et des conditions économiques.

La concentration d'or dans la croûte terrestre est extrêmement faible, environ 4 parties par milliard. Cela signifie, bien que la quantité totale d'or dans la croûte soit estimée à 441 millions de tonnes, son extraction n'est pas économiquement viable dans la plupart des cas. Les particules d'or sont dispersées dans les roches et les océans,

rendant leur collecte difficile.

L'origine de l'or terrestre remonte à la formation de la planète et au bombardement météoritique intense qui a suivi. La majorité de l'or a coulé vers le noyau en raison de sa densité, ne laissant qu'une petite quantité accessible dans la croûte.

Comment l'or est-il formé dans l'Univers ?

Selon la théorie établie, l'or est formé lors de collisions entre étoiles à neutrons, des événements cosmiques extrêmement violents et rares. Ces collisions libèrent une énergie colossale, permettant la fusion de neutrons en éléments lourds comme l'or.

Ce processus, connu sous le nom de nucléosynthèse par capture rapide de neutrons, est



le seul capable de produire des éléments aussi lourds que l'or. Il explique pourquoi l'or est si rare non seulement sur Terre, mais aussi dans l'Univers en général.

Une fois formé, l'or est dispersé dans l'espace et peut ensuite être incorporé dans de nouvelles planètes et étoiles. C'est ainsi que l'or a pu atteindre la Terre.



Google Bientôt un outil pour prioriser vos sources préférées dans les recherches

Trouver la bonne information n'est pas toujours facile et Google le sait bien. Le géant du Web travaille actuellement sur une nouvelle fonctionnalité pour vous aider à personnaliser vos résultats de recherche.

Alors que ChatGPT est de plus en plus utilisé pour trouver des informations sur le web, Google ne baisse pas les bras et muscle son moteur de recherche historique. Bien des fonctionnalités sont actuellement dans les tuyaux : déploiement d'aperçus IA, meilleure prise en compte des préférences de l'utilisateur et du contexte, test d'une fonction pour interroger les fichiers et bien d'autres.

Récemment, les développeurs ont déployé une nouvelle expérience dans Labs.

Découvrons-la ensemble.

Vos sources préférées bientôt mises en avant dans Google Search ?

Google a dévoilé hier une nouvelle fonctionnalité expérimentale, nommée « Sources préférées ». Disponible au sein de Labs, aux États-Unis et en Inde seulement, elle permet « d'afficher davantage de résultats dans les À la Une provenant de vos sites préférés, qu'il s'agisse de votre blog sportif préféré ou de votre journal local. »

Ceux qui souhaitent tester cette fonction peuvent cliquer sur une icône en forme d'étoile visible sur la droite de la section « À la Une » et indiquer leurs médias d'information favoris (les blogs personnels et flux sociaux ne sont, pour l'instant, pas pris en compte). Ils peuvent, par la suite,



accéder aux articles les plus récents de leurs sources préférées dans une section dédiée. Ces résultats ne devraient, en revanche, pas être proposés en premier place dans les articles « À la Une ».

Cette nouvelle option devrait

permettre aux utilisateurs d'accéder plus rapidement aux sites qu'ils estiment les plus fiables. Pour l'heure, Google n'a pas communiqué de date de déploiement global et seuls quelques chanceux peuvent y accéder.

Bientôt plus d'application iOS portées sur Android ?



Le langage de programmation Swift, développé par Apple, est en passe de devenir officiellement compatible avec Android, une évolution qui pourrait transformer le développement d'applications cross-platform. Cette initiative marque un tournant majeur pour Apple, traditionnellement axée sur son écosystème fermé, et ouvre de nouvelles perspectives pour les développeurs. Une équipe dédiée, le « Android Working Group », a été formée pour concrétiser cette ambition, visant à intégrer pleinement Swift dans l'environnement Android.

Historiquement, le développement d'applications pour iOS et Android a toujours nécessité l'utilisation de langages distincts, comme Swift

ou Objective-C pour iOS, et Java ou Kotlin pour Android. Cette dualité impose aux entreprises de maintenir deux bases de code séparées ou d'employer des solutions tierces pour des applications multi-plateformes, souvent au détriment de la performance ou de l'expérience utilisateur. L'arrivée de Swift sur Android pourrait simplifier considérablement ce processus.

Swift sur Android : une ambition concrète

Apple a créé Swift en 2014 pour ses propres plateformes (iOS, macOS, watchOS, tvOS), mais le langage a depuis étendu son support à Windows et Linux. L'annonce récente de la création de l'« Android Working Group » au sein du projet Swift vise à faire d'Android une plateforme

officiellement prise en charge. L'objectif principal de ce groupe est d'améliorer et de maintenir le support d'Android pour la distribution officielle de Swift, éliminant ainsi le besoin de correctifs non officiels ou de solutions tierces. Cela signifie que les développeurs pourraient bientôt utiliser un seul langage pour créer des applications natives sur les deux systèmes d'exploitation, réduisant ainsi les coûts et le temps de développement.

Le groupe de travail Android a des missions précises. Il s'attellera à optimiser les paquets Swift fondamentaux, tels que Foundation et Dispatch, afin qu'ils fonctionnent de manière optimale avec les idiomes Android. Il devra également déterminer les niveaux d'API Android et les architectures supportées pour l'intégration de Swift, et développer un système d'intégration continue incluant des tests pour Android. Un autre aspect crucial sera l'identification des meilleures pratiques pour lier Swift au SDK Java d'Android et pour empaqueter les bibliothèques Swift avec les applications Android. Enfin, le groupe mettra au point des outils de débogage pour les applications Swift sur Android

et assistera les développeurs tiers dans l'intégration de la compatibilité Android à leurs paquets Swift.

Bien que les développeurs aient déjà pu utiliser Swift sur Android grâce à des outils tiers comme Scade, l'expérience était jusqu'à présent limitée et sans support officiel. L'arrivée du support officiel de Swift sur Android offre une nouvelle option aux développeurs, en complément ou en alternative à Kotlin et Java, qui sont les langages privilégiés par Google pour Android. Google avait d'ailleurs déjà exploré l'intégration de Swift pour son système d'exploitation expérimental Fuchsia OS et avait envisagé son utilisation pour le développement d'applications Android par le passé. Cependant, c'est Kotlin qui a été officiellement adopté en 2017.

En Bref...

Nouveau SoC surpuissant à destination des portables Android, le Snapdragon 8 Gen 4 change de nom et illustre fugitivement ses performances.

Alors que Qualcomm se tourne progressivement vers le monde de l'ordinateur portable, il n'est évidemment pas question pour la firme de Cristiano Amon d'abandonner celui des smartphones qui a fait sa gloire.

Depuis déjà plusieurs mois, tous les yeux sont d'ailleurs rivés sur le Snapdragon 8 Gen 4 et la moindre bricole d'information le concernant. Ça tombe bien, plusieurs éléments nouveaux ont été publiés ces derniers jours. Faisons le point.

Nouvelle nomenclature, nouveau petit nom

En premier lieu, et c'est sans doute la nouvelle la plus « visible », une image promotionnelle du Xiaomi 15, le prochain fer de lance de l'entreprise chinoise, a été remarquée par Smartprix. Il s'agira de l'un des premiers smartphones dotés du nouveau SoC de Qualcomm.

Nous y apprenons tout d'abord que la firme compte annoncer le smartphone dès le 23 octobre prochain, en Chine. Cette annonce interviendra donc quelques semaines à peine après le lancement des 14T, 14T et MIX Flip. Comme quoi, le planning de Xiaomi est pour le moins chargé !

L'affiche promotionnelle illustre une seconde information, finalement logique : Qualcomm aurait décidé de modifier le nom de son nouveau SoC, et plutôt que Snapdragon 8 Gen 4, il faudrait à présent utiliser le terme de Snapdragon 8 Elite, ce qui a du sens quand on pense au nom des puces pour ordinateurs portables.

Plus fort que l'iPhone 16 Pro Max en multi-core ?

Le Snapdragon 8 Elite devrait donc être lancé dès la fin du mois d'octobre, mais ce ne sont pas les seules nouvelles. Gizmochina a noté la présence de la puce sur les bases de Geekbench avec quelques mesures de performances.

Fabriqué par TSMC grâce au processus de gravure en 3 nm de la firme taïwanaise, le Snapdragon 8 Elite disposera de deux cœurs performances (jusqu'à 4 GHz) et de six cœurs efficacité (jusqu'à 2,8 GHz), des fréquences qui sont toutefois dépassées sur les informations des bases Geekbench. Il faudra



« Tag sur brique » L'Institut Français d'Annaba lance un laboratoire artistique innovant pour la jeunesse algérienne

Sara Boueche

**Un projet créatif hybride
conjugue street art et arts
plastiques traditionnels**

L'Institut Français d'Algérie à Annaba initie un projet artistique d'envergure destiné à la jeune création algérienne, à travers l'organisation de l'atelier « Tag sur brique » suivi de l'exposition « 101 briques ». Cet événement, programmé pour la deuxième quinzaine de juillet, propose une approche novatrice qui transforme un matériau de construction en support d'expression artistique contemporaine.

**Un encadrement artistique
pluridisciplinaire de haut
niveau**

Le projet bénéficie de la supervision de Bouzid Temtem, artiste et enseignant reconnu, qui coordonne une équipe d'intervenants spécialisés dans différents domaines créatifs. Cette direction collégiale réunit Aymen Snais, sculpteur confirmé, Enzo, street artiste expérimenté, Adem Ahmed Hamel, graphiste professionnel, et Chouaib, bédéiste établi. Cette diversité d'expertise garantit un accompagnement technique et artistique adapté aux multiples spécialités représentées.

L'approche pédagogique privilégie la transversalité des pratiques artistiques, permettant aux participants d'explorer les intersections entre street art, arts plastiques traditionnels et design contemporain.

**Une thématique fédératrice
: « Jeunesse - art, amour et**

révolte»

Le projet s'articule autour d'une thématique volontairement large et inclusive, invitant les jeunes créateurs à explorer les préoccupations générationnelles à travers le prisme artistique. Cette approche thématique permet d'aborder des questions sociétales contemporaines tout en laissant une liberté créative maximale aux participants.

La brique, matériau emblématique de la construction urbaine, devient ainsi un support symbolique particulièrement approprié pour exprimer les tensions entre tradition et modernité, stabilité et transformation sociale.

**Modalités techniques et
organisationnelles**

L'atelier propose deux types de supports adaptés aux différentes pratiques artistiques : des briques teintées en ciment blanc destinées aux graphistes, designers et peintres, et des briques en plâtre conçues pour les sculpteurs. Cette différenciation matérielle témoigne d'une réflexion approfondie sur les spécificités techniques de chaque discipline.

Les dimensions standardisées (22cm x 11cm x 6cm) et la limitation à cent une briques créent un cadre contraignant qui stimule la créativité tout en garantissant une cohérence d'ensemble pour l'exposition finale. Chaque participant peut réaliser jusqu'à deux œuvres, favorisant ainsi l'expérimentation et la diversité des approches.

Un processus créatif structuré



en deux phases

Le dispositif s'organise en deux temps distincts : un atelier intensif de trois jours consécutifs, suivi d'une exposition de deux semaines. Cette structure temporelle permet d'optimiser la dynamique créative collective tout en assurant une valorisation publique des réalisations.

La phase d'atelier bénéficie d'un accompagnement matériel complet, incluant la fourniture de peintures satinées, acryliques, bombes de peinture et pinceaux. Cette prise en charge logistique permet aux participants de se concentrer exclusivement sur leur démarche créative.

**Dispositif d'inclusion
territoriale**

Pour pallier les contraintes géographiques, le projet intègre un mécanisme d'inclusion des candidats résidant hors wilaya.

Cette modalité alternative, basée sur la numérisation des œuvres et leur reproduction pour exposition, démocratise l'accès au projet tout en maintenant la qualité de présentation.

Cette approche témoigne d'une volonté d'ouverture territoriale et d'égalité des chances, caractéristique des politiques culturelles contemporaines.

**Processus de sélection et de
validation**

Le projet requiert la soumission préalable de dessins conceptuels et la présentation d'un carnet de croquis, permettant aux encadrants d'orienter les propositions artistiques. Cette démarche préparatoire garantit la cohérence du projet tout en respectant l'autonomie créative des participants.

L'exposition finale intègre un dispositif de vote public,

introduisant une dimension participative qui renforce l'ancrage social du projet. Cette approche démocratique de l'évaluation artistique s'inscrit dans une démarche de médiation culturelle active.

**Reconnaissance institutionnelle
et professionnalisante**

La délivrance d'attestations de participation par l'Institut Français d'Algérie confère une dimension certifiante au projet, contribuant à la professionnalisation des jeunes artistes participants. Cette reconnaissance institutionnelle valorise l'engagement créatif tout en enrichissant les parcours artistiques individuels.

**Un laboratoire d'innovation
artistique**

« Tag sur brique » s'impose comme un laboratoire d'expérimentation créative qui interroge les frontières entre art urbain et arts plastiques traditionnels. En transformant un matériau industriel en support artistique, le projet questionne les hiérarchies esthétiques établies et propose une redéfinition contemporaine des pratiques créatives.

Cette manifestation culturelle illustre parfaitement les mutations de la création artistique contemporaine, où la hybridation des supports et des techniques ouvre de nouvelles perspectives expressives pour les jeunes générations d'artistes algériens.

L'inscription s'effectue par voie électronique à l'adresse : galerie.annaba@if-algerie.com

Clôture à Bejaia du 15e Festival national de la poésie amazighe

La 15e édition du Festival national de la poésie amazighe de Béjaïa, s'est clôturée dimanche soir par l'annonce des noms des lauréats du concours poétique organisé à cette occasion, ainsi que par un concert festif et convivial qui a sublimé cet événement riche en surprises.

Cette manifestation, qui s'est déclinée sous le signe de la poésie pure et noble a réussi

avec subtilité à remettre le genre (poésie) au centre du système littéraire amazigh. Elle a également permis des rencontres et des échanges, notamment en renforçant les liens entre le sud et le nord du pays.

Ces derniers ont été enrichis à l'occasion par un jumelage intense et fructueux entre Timimoun et Akbou, donnant lieu à un échange remarquable entre les deux communes.

L'événement, largement ouvert par ailleurs à la création musicale et au folklore célébré avec éclat par les groupes féminins d'«Urar l'Xaleth» et les troupes de l'«Ahellil» de Gourara, a surtout mis en lumière l'efflorescence de la poésie d'expression amazighe, pratiquée de manière très élaborée. Les lauréats du concours en ont donné un exemple éloquent.

Le premier prix, attribué dans cet

esprit, a été décerné à un exemple atypique : Nora Hamoudi, de Tizi-Ouzou. Autodidacte, elle a livré des vers et des rimes bouleversants qui témoignent de la beauté de la langue lorsqu'elle est maîtrisée.

L'écrivain Rachid Oulebsir, qui a remporté la deuxième place, a reconnu l'inspiration de sa rivale, douée pour le ciselage des mots. C'est également le cas de Mohamed Harnadou, de Ouargla,

et de Hakima Boukerrou, d'Akbou, respectivement 3e et 4e du classement.

Plus d'une centaine de poètes, issus de 19 wilayas et représentant toutes les variantes linguistiques amazighes, ont participé, durant cinq jours, à l'animation de ce festival organisé par l'association «Etoile culturelle d'Akbou» et parrainé par le Haut-commissariat à l'amazighité (HCA).



Le musée de Djeddah expose 1 000 objets rares retraçant l'histoire de l'islam

La Maison des Arts Islamiques, le premier musée du Royaume entièrement dédié à l'art islamique, abrite une collection couvrant plusieurs époques de la civilisation islamique.

Situé dans le parc de Djeddah, le musée expose plus de 1 000 objets qui donnent un aperçu des valeurs islamiques et du patrimoine culturel et historique de la région, a rapporté l'Agence de presse saoudienne (SPA).

Le musée comprend six galeries, chacune explorant une facette distincte du patrimoine islamique.

La première galerie retrace l'évolution de la céramique et de la verrerie du Ier au Xe siècle de l'Hégire (du VIIe au XVIe siècle), mettant en valeur la poterie, un artisanat de l'Antiquité qui a connu un développement majeur sous l'impulsion des artisans musulmans.



La deuxième galerie met en lumière le travail du métal islamique, avec des objets décorés de manière complexe et des récipients d'usage quotidien.

La troisième galerie présente 500 pièces de monnaie de l'époque du prophète Mahomet à l'époque moderne, offrant un aperçu de l'histoire économique

du monde musulman.

La quatrième galerie se concentre sur l'influence de l'art islamique sur les autres civilisations et sur la manière dont les cultures européennes se sont engagées dans les traditions artistiques islamiques.

La cinquième galerie présente des manuscrits coraniques rares, des pièces de calligraphie



arabe et des tablettes de bois utilisées pour la mémorisation du Coran.

La dernière galerie présente des textiles islamiques, notamment des pièces provenant des revêtements intérieurs et extérieurs de la sainte Kaaba et un rare rideau de la porte Shammi de la mosquée du

Prophète à Médine, fabriqué à l'époque ottomane au XIIIe siècle de l'ère chrétienne.

La visite du musée s'achève à la bibliothèque, qui propose une large sélection de livres en arabe et en anglais sur l'histoire, la culture et la littérature islamiques.

Art rupestre

Des Aborigènes australiens interpellent l'Unesco pour protéger un site emblématique

Parmi les sites étudiés, on compte celui de Murujuga, une région reculée abritant, d'après les estimations, près d'un million de pétroglyphes. Ces gravures, qui pourraient dater de 50 000 ans, font de cet endroit l'un des plus remarquables au monde en matière d'art rupestre.

Originaires de la péninsule de Burrup, dans le nord-ouest de l'Australie, jusqu'au siège de l'Unesco à Paris, des Aborigènes australiens se mobilisent pour défendre un site majeur d'art rupestre, une nouvelle étape dans un conflit qui les oppose à des géants miniers, mais aussi à leur propre gouvernement. Trois représentants du peuple Mardudhunera ont parcouru des milliers de kilomètres pour rencontrer cette semaine à Paris des délégués venus du monde entier, réunis pour la 47e session du Comité du patrimoine mondial, qui doit décider quels sites seront inscrits sur la liste protégée.

Parmi les sites examinés figure celui de Murujuga, une région isolée où se trouvent, selon les estimations, près d'un million de pétroglyphes, des gravures qui pourraient remonter à 50 000 ans,

faisant de ce lieu l'un des plus importants au monde en matière d'art rupestre.

Raelene Cooper, gardienne traditionnelle de Murujuga, lutte depuis plusieurs années pour préserver ce lieu sacré de la culture aborigène, menacé directement par l'exploitation minière. «Regardez», alerte-t-elle en montrant des vidéos de sa région où de vastes installations industrielles surgissent au milieu de la terre rouge. «Vous voyez l'ampleur de ce chantier?»

Des sites sacrés menacés

«Nos ancêtres nous ont laissé ces gravures pour que nous maintenions notre culture à travers ces sites sacrés. Là, à cet endroit, j'emmenais les anciens régulièrement», précise son fils Mark Clifton, en désignant sur une photo une zone désormais recouverte de constructions industrielles. La région du Pilbara, riche en ressources naturelles, suscite depuis des décennies l'intérêt des géants miniers. Du minerai de fer est notamment exporté via le port de Dampier, à l'entrée de la péninsule. La ville de Karratha, non loin de là, abrite une usine de gaz naturel liquéfié. L'entreprise australienne

Woodside Energy exploite notamment North West Shelf, un complexe industriel comprenant des plateformes offshore, des pipelines sous-marins et des installations de transformation des hydrocarbures.

La présence de ces groupes miniers a déjà causé des dégâts, soulignent des associations environnementales et autochtones. Benjamin Smith, professeur d'archéologie à l'université d'Australie-Occidentale et spécialiste d'art rupestre, a observé des dommages.

«Des oxydes d'azote et des oxydes de soufre sont émis par l'industrie, attaquent le manganèse et créent des centaines de trous à la surface. Cela provoque la dégradation des surfaces d'art rupestre», explique-t-il à l'AFP.

Woodside Energy assure, pour sa part, avoir «pris des mesures proactives depuis de nombreuses années – y compris des réductions d'émissions, le partage de données et un soutien continu au programme de monitoring d'art rupestre de Murujuga – pour s'assurer que nous gérons nos impacts de manière responsable.»

Fermeture reportée

Cependant, fin mai, le gouvernement australien a donné son feu vert, sous conditions, à la prolongation jusqu'en 2070 de l'exploitation du site, dont la fermeture était initialement prévue pour 2030.

Se sentant ignorée par Canberra, la petite délégation menée par Raelene Cooper est venue demander que l'Unesco impose un moratoire sur tout nouveau dommage comme condition à l'inscription au patrimoine mondial de l'humanité du site de Murujuga.

Action en justice

«Nous ne nous opposons pas au classement au patrimoine mondial de l'humanité», précise Raelene Cooper, qui a par ailleurs engagé une action en justice contre le ministre australien de l'Environnement. «Cependant, il doit y avoir, au plus haut niveau, des garanties et des mesures de préservation.»

Face à eux, le gouvernement australien a également dépêché une délégation, comprenant des membres de la communauté aborigène locale, signe de la complexité du dossier. «L'inscription au patrimoine

mondial renforcerait les protections déjà importantes mises en place pour préserver ce site d'une importance capitale», affirme-t-il dans une déclaration transmise à l'AFP. «Cette nomination a été préparée en partenariat avec les propriétaires et gardiens traditionnels de la Corporation aborigène de Murujuga ainsi qu'avec le gouvernement d'Australie-Occidentale», souligne-t-il.

État d'urgence

L'Icosmos, ONG spécialisée partenaire de l'Unesco, juge «urgent» pour l'État australien de «veiller à l'élimination totale des émissions acides néfastes qui affectent actuellement les pétroglyphes (...) afin de préserver durablement l'intégrité du bien», selon un rapport consulté par l'AFP.

«Si le gouvernement national ne peut pas s'occuper de ce site lorsqu'il n'est pas inscrit au patrimoine mondial de l'humanité, je ne vois pas en quoi son inscription fera une différence», conclut Benjamin Smith.



Faut-il se doucher le matin, le soir ou les deux, quand il fait chaud ? On met fin au débat

Vous savez ce qui divise encore plus que le débat « pain au chocolat » versus « chocolatine » ? Le moment auquel, il faut se doucher. La team lève-tôt plaide en faveur du matin et celle du soir présente la carte de l'hygiène. Et au milieu, ceux qui font les deux. A qui on donne tort (ou raison) en période de fortes chaleurs ou pire, de canicule.

A chacun son nombre de douche
Réponse à tous les adeptes de la double douche quotidienne, non le reste de la population n'est pas « sale ». « Une douche par jour suffit », affirme le dermatologue Erwin Benassaia. « Il n'y a pas vraiment de recommandation à ce niveau-là, donc chacun peut faire



comme il le souhaite ». Ça peut être le matin pour aider à se réveiller parce qu'on a transpiré la nuit, avance le médecin tout comme le soir, pour se débarrasser de toutes les saletés. Mais il y a une dimension un peu plus hygiénique le soir, car le fait d'aller se doucher

avant d'aller au lit permet de se débarrasser de toute la transpiration de la journée, qu'on ne souhaite pas forcément laisser sur ses draps, qu'il fasse chaud ou froid. Et si vous voulez faire les deux ? Eh bien c'est aussi possible, « on peut se doucher autant de fois que nécessaire », assure

le Dr Benassaia. A condition de suivre certaines consignes pour ne pas assécher sa peau : faire des douches courtes, utiliser un savon doux pour ne pas agresser la peau (sans sulfates, détergents alcalins et sans parfum) car l'eau seule ne suffit pas. Se sécher en tamponnant la serviette et non en la frottant et enfin, utiliser de l'eau tiède.

Régler le problème à la source
La douche permet d'éliminer les mauvaises odeurs dues à la transpiration, on la prend souvent comme une solution pour s'en débarrasser. Or, si vous avez la peau sensible ou juste que vous ne souhaitez pas vous doucher plus d'une fois par jour pour diverses raisons, il peut être intéressant de traiter le problème à la racine. Plusieurs

solutions simples existent. Le dermatologue conseille de porter des vêtements adaptés, mettre un antitranspirant ou antiseptique, rester au frais le plus possible, éviter de manger épicé (certains aliments comme le curry peuvent donner des odeurs à la transpiration), boire de l'alcool ou du café. Utiliser un déodorant durant la journée pour lutter contre les odeurs. Mais la solution ultime reste de s'épiler, ce qui permet d'éviter « l'accumulation de bactéries dans les poils », qui sont la véritable cause des mauvaises odeurs. Car on le rappelle, la sueur en elle-même est inodore, c'est le contact avec les mauvaises bactéries qui lui donnent une odeur plus ou moins forte.

Transpiration excessive

Comment (vraiment) se débarrasser des mauvaises odeurs

Remettons les pendules à l'heure : la transpiration c'est normal ! C'est un phénomène naturel qui atteste que votre corps fonctionne bien, inquiétez-vous plutôt du contraire ! Mais pour ne rien se cacher, il peut arriver, c'est vrai, que les odeurs qui émanent d'une zone en sueur soient désagréables, et ce, particulièrement en période estivale. Histoire de se sentir bien dans ses baskets (et dans son nez).

Comprendre l'origine des mauvaises odeurs
Les mauvaises odeurs ne sont pas directement liées à la transpiration mais plutôt au contact de la sueur avec de mauvaises bactéries accrochées à vos poils ! Et oui, on se rend compte qu'on combattait le mauvais ennemi, car la sueur est inodore lorsqu'elle s'échappe du corps. Inutile donc d'empêcher son corps de respirer, inutile aussi de multiplier les

douches, il faut plutôt réguler son microbiote, comme l'explique la dermatologue Nina Roos : « Ce n'est pas un problème d'hygiène, il faut surtout rééquilibrer la flore ». En effet, le microbiote cutané est composé de bactéries, lorsqu'il est corrompu, deux microbes se développent... trop et deviennent les vrais coupables des différentes mauvaises odeurs du corps (aisselles, zones intimes...). « A partir de la puberté, il y a une perturbation du microbiote. Mais il peut aussi se dérégler à cause de différents facteurs : l'âge, les hormones, le stress ou même l'alimentation. Deux bactéries (les corynebactéries et les staphylocoques epidermidis), développées en surnombre, vont principalement être à l'origine des mauvaises odeurs », explique Pauline Malzac, responsable scientifique chez Alvadiem. **Les techniques pour éradiquer les**

mauvaises odeurs
1. Changer ses habitudes hygiéniques
La dermatologue recommande l'utilisation de produits d'hygiène qui contiennent des ingrédients antibactériens assainissants comme la lavande, le cuivre, le zinc. Elle déconseille les produits antiseptiques qui vont « perturber la flore bactérienne ». Bingo ! Des marques comme Alvadiem ou Acorelle cochent toutes les cases en proposant des déodorants soins naturels ou même des gels douche déodorants sans sels d'aluminium et sans alcool. « On ne va pas bloquer les pores mais redonner son autonomie à la peau en restaurant ses mécanismes de défenses naturelles », explique Pauline Malzac. En effet, la marque rajoute dans ses compositions des ingrédients comme les prébiotiques, qui vont favoriser le développement des bonnes bactéries et rééquilibrer le microbiote. Mais aussi



le miel de lavande, aux propriétés antibactériennes pour éliminer les mauvaises bactéries en surnombre. 2. Porter des textiles adaptés
Certains vêtements favorisent la ventilation, un atout si l'on veut éviter que le chemin des mauvais microbes ne croise celui de la sueur. « Privilégiez le choix de matières qui ventilent comme le coton, le lin ou des coutures à manches larges », conseille Nina Roos. 3. Opter pour la solution radicale

et efficace... Couper ses poils
En cas de transpiration excessive ou si vous en avez juste assez, c'est simple, on coupe tout, voire on se débarrasse à vie de ses poils grâce à l'épilation définitive. Là au moins on est sûr de diminuer le risque d'être confronté aux odeurs qui s'y logent. C'est en tout cas l'avis de notre dermatologue : « Le mieux, c'est en réalité de raser ses poils », conclut Nina Roos.



Un coiffeur révèle la coupe à adopter pour être à la mode cet été - elle est super rafraîchissante



La saison estivale approche à grands pas. L'occasion de changer de coupe de cheveux ! Voici la plus tendance cet été d'après un coiffeur.

Le soleil et les jolies tenues d'été méritent d'être accompagnés d'une belle chevelure. Mais celle-ci doit, à la fois être tendance, et ne pas demander trop d'efforts lors du coiffage. Les vacances sont faites pour se reposer après tout !



Pour cela, nous avons demandé à un coiffeur quelle coupe adopter pour répondre à ces attentes. Et nous avons la réponse. Pourquoi l'adopter ? «Elle attire naturellement l'attention sur les yeux et les pommettes», explique Rémi Billaud, responsable formation chez Franck Provost. En effet, elle

apporte de la structure et du relief à votre visage, sans pour autant alourdir vos traits. Il faut dire qu'elle est idéale pour les beaux jours, puisqu'elle valorise la texture naturelle des cheveux et se porte facilement, sans coiffage complexe. «Parfaite sur cheveux mi-longs comme sur les longueurs XXL, elle offre aussi

une grande liberté de coiffage», précise le formateur. En somme, la coupe Wolf Cut peut être attachée, ondulée, séchée à l'air libre ou travaillée avec des appareils coiffants. Elle s'adapte à toutes les envies, sans jamais perdre son caractère.

D'où vient ce nom ? Wolf Cut signifie «coupe de loup», en français. Elle est nommée ainsi car elle reflète l'anticonformisme et ce côté rebelle que tout le monde a. Un peu à l'image de cet animal sauvage et fascinant. En apparence, cette dernière est inspirée du shag des années 70, associée à une coupe mullet tendance dans les années 80. Il s'agit d'une coupe mi-longue déstructurée, et sublimée par un dégradé qui apporte légèreté et mouvement. Résultat ? Elle est rafraîchissante et donc parfaite quand les températures montent. Sa frange épaisse et affirmée lui apporte un véritable caractère, et permet d'habiller le haut du visage.

Comment bien laver son visage selon ses besoins ?

Votre peau a besoin d'être lavée quotidiennement. Peaux grasses, mixtes, sèches et normales n'ont pas les mêmes attentes. Voici nos conseils pour vous libérer des impuretés, en fonction de votre type de peau.

Stress, fatigue et pollution salissent notre peau et provoquent brillance, boutons et teint terne. Pour éviter ces problèmes et garder une peau jeune et en bonne santé longtemps, l'étape du nettoyage est indispensable. Pour qu'il soit efficace, on adopte une routine efficace et douce en fonction de son type de peau. Mode d'emploi.

Nettoyer sa peau grasse ou mixte

La peau du visage, lorsqu'elle est grasse, présente une production très importante de sébum.

Pour la purifier, lavez votre visage matin et soir (après le démaquillage) à l'aide de produits spécifiques. Inutile d'utiliser des lotions ou gels trop agressifs, cela ne ferait qu'accentuer les problèmes de votre peau. «Comme pour les autres types de peau, je conseille de laver le visage deux fois par jour, matin et soir, avant l'hydratation», explique le docteur Marie-Estelle Roux, dermatologue. En utilisant un produit nettoyant doux, comme

le savon surgras, un gel sans savon ou une lotion micellaire adaptée aux peaux grasses, notamment avec du zinc.

Même si la peau est encore grasse après la toilette, il faut l'hydrater avec une crème légère. Une fois le nettoyage quotidien de votre peau mené à bien, il ne faut en effet pas négliger la seconde étape : votre peau, même grasse, a besoin d'être hydratée ! Si votre peau est mixte, c'est-à-dire grasse sur la zone front-nez-menton mais plutôt sèche sur les pommettes et les joues, adoptez les produits destinés aux peaux grasses. Il serait illusoire de vouloir nettoyer son visage avec deux produits différents, selon la zone concernée.

Gommage et gestes doux

D'une manière générale, évitez de trop frotter votre peau avec votre produit nettoyant. Vos gestes seront efficaces même s'ils sont doux. De même, n'agressez pas votre visage avec votre serviette de toilette. Tamponnez la zone délicatement pour la sécher. Deux fois par semaine, utilisez également un gommage pour nettoyer votre peau en profondeur. Ces soins vous aideront à vous débarrasser des impuretés. Plusieurs fois par an, vous pouvez aussi vous rendre chez un dermatologue pour un



nettoyage de peau professionnel, il pourra ainsi vous aider à lutter contre les points noirs et autres comédons.

Gare aux boutons !

Si votre visage présente de l'acné, prenez rendez-vous chez un dermatologue afin qu'il vous conseille un produit nettoyant adapté à votre peau. Surtout, ne touchez pas à vos boutons, vous risqueriez d'aggraver la situation.

Nettoyer sa peau sèche

Votre peau «tire» lorsque vous la nettoyez ? Il y a de fortes chances que votre gel nettoyant est trop agressif pour votre visage. Les peaux sèches à très sèches ont des besoins bien spécifiques.

Optez pour un produit spécial «peaux sèches», un nettoyant très doux. Et lorsque vous séchez votre visage, prudence ! Tamponnez délicatement votre visage à l'aide d'une serviette douce.

Nettoyer sa peau mature

«Le principal conseil, c'est de considérer que les peaux d'un certain âge sont desséchées. Il faut donc respecter cette caractéristique, explique le docteur Michel Le Maître, dermatologue et conseiller scientifique pour La Roche-Posay. Les produits à utiliser doivent donc être les plus doux possibles. Le retour des patientes

est en général très bon pour les eaux micellaires, qui nettoient en douceur. Globalement, je conseille en général un nettoyage par jour, le soir, après le démaquillage. Le matin, une pulvérisation d'eau minérale est suffisante avant d'appliquer la crème hydratante.»

Nettoyer sa peau normale

Après l'étape (incontournable) du démaquillage, prenez soin de nettoyer votre peau. Gel, mousse, lotion ou savon... Vous avez l'embaras du choix ! Choisissez des produits estampillés «peau normale» et lavez votre visage sans frotter trop fort. Le matin, avant de vous maquiller et de vaquer à vos occupations, recommencez. Après chacune de ces sessions «nettoyage de peau», pensez à bien l'hydrater avec des produits destinés aux peaux normales. Une fois par semaine, utilisez un produit gommant pour libérer votre peau de ses impuretés en profondeur. Encore une fois, attention aux irritations : inutile de trop forcer avec ces produits gommants. Vous risqueriez d'irriter votre peau.

Le premier sac Birkin d'Hermès vendu près de 8,6 millions d'euros à Paris



Le premier sac Birkin d'Hermès, conçu spécialement pour Jane Birkin en 1984, a été vendu aux enchères, jeudi à Paris, pour 8,582 millions d'euros frais inclus, a

indiqué la maison d'enchères Sotheby's.

Ce grand fourre-tout en cuir noir est le premier exemplaire de ce qui est devenu l'un des sacs les plus célèbres et les plus chers au monde.

Jusqu'à présent, le sac le plus cher jamais vendu aux enchères était un Kelly Hermès en crocodile, serti de diamants et rehaussé d'or blanc, adjudgé à plus de 513.000 dollars (438.000 euros), selon Sotheby's.

Ce «prototype historique réalisé à la main», gravé des initiales J.B., se distingue par plusieurs particularités qui en font une pièce unique, notamment sa taille, ses anneaux métalliques

fermés, sa bandoulière non-détachable ou encore la présence d'un coupe-ongles intégré. Des traces d'autocollants sont aussi visibles sur le cuir patiné.

Icône de mode au look effortless chic (presque sans effort, ndlr), Jane Birkin privilégiait le côté pratique des choses.

Lors d'un vol Paris-Londres, la chanteuse et actrice anglaise, décédée en 2023, se plaint à son voisin de ne pas trouver un sac adapté à ses besoins de jeune maman.

Ce dernier n'est autre que Jean-Louis Dumas, gérant d'Hermès de l'époque. Un fourre-tout avec un espace dédié aux biberons voit ainsi le jour en 1984 et porte

le nom Birkin.

Quarante ans plus tard, ce sac à main en cuir est devenu le produit emblématique du sellier-maroquinier. Produit en très petite quantité, il cultive une image d'exclusivité, avec un prix pouvant varier grandement, de quelques milliers d'euros pour les modèles les plus simples, jusqu'à plusieurs centaines de milliers d'euros pour les plus luxueux.

Outre le sac Birkin, la vente «Fashion Icons» de Sotheby's proposait des pièces emblématiques issues de défilés de créateurs tels que Christian Dior, John Galliano, Thierry Mugler ou encore Alexander McQueen.

Justin Bieber révèle à l'improviste «Swag», son septième album studio

La star canadienne a publié une vidéo sur Instagram montrant la liste des morceaux de «Swag» projetée sur un grand écran à Times Square, à New York.

La superstar canadienne Justin Bieber a lancé vendredi 11 juillet Swag, son septième album studio, seulement quelques heures après en avoir partagé un extrait sur son compte Instagram.

Ce projet, composé de 21 morceaux totalisant 54 minutes, marque le retour de l'artiste de 31 ans, plus de trois ans après son dernier single Honest, un duo avec Don Toliver. Son précédent album, Justice, datait de 2021. Sur ce septième opus, Jus-



tin Bieber a notamment collaboré avec les rappeurs américains Gunna, Lil B et Cash Cobain.

Jeudi, il avait publié une vidéo sur Instagram montrant la liste des chansons de Swag affichée sur un grand écran à Times

Square, à New York. Des affiches ont également été vues cette semaine à Reykjavik, en Islande, où, selon la presse américaine, il s'était rendu en avril pour finaliser l'album.

Ce retour survient après une période de retrait médiatique. Les fans de Justin Bieber, surnommés les «Beliebers», attendaient ce nouvel opus depuis plusieurs mois.

En 2022, Justin Bieber avait dû annuler le reste de sa tournée mondiale – soit 82 concerts sur 131 – après avoir révélé souffrir du syndrome de Ramsay Hunt, un trouble neurologique ayant partiellement paralysé son visage.

Le hashtag #SWAG OUT NOW a rapidement figuré parmi les premières tendances mondiales vendredi sur le réseau social X, quelques heures seulement après la sortie de l'album, témoignant de l'engouement toujours très fort autour de la star canadienne.

Révéle en 2010 à seulement 15 ans grâce au tube mondial Baby, Justin Bieber est vite devenu une icône de la pop adolescente avant de s'orienter vers le R&B. En août 2024, le chanteur et son épouse Hailey Bieber ont annoncé la naissance de leur premier enfant, Jack Blues.

Brad Pitt engage une nouvelle bataille judiciaire contre son ex-femme

Depuis 2016, rien ne va plus entre Angelina Jolie et Brad Pitt. Il leur a fallu huit longues années pour signer un accord de divorce. Il reste pourtant un point de désaccord : le château Miraval, domaine viticole français dont ils sont co-proprétaires. Brad Pitt contre-attaque avec de nouveaux documents juridiques, comme le rapporte People ce jeudi 10 juillet 2025.

Brad Pitt et Angelina Jolie se sont rencontrés sur le tournage de Mr. et Mrs. Smith. Ils étaient l'un des couples les plus glamours de Hollywood dans les années 2000. La hit girl et le hit boy étaient aussi à la tête d'une belle et grande tribu. Une success story qui faisait rêver... Le château Miraval (situé dans le Var) occupait une place

importante dans leur histoire d'amour. En effet, c'est dans ce lieu majestueux qu'ils se sont dit «oui» en 2014.

Ils avaient d'ailleurs acheté ce domaine de 500 hectares (dont 50 hectares de vignes) en 2012. L'année précédente, ils s'étaient déjà associés à une famille de vignerons pour produire le rosé «Miraval Côtes de Provence». Cependant, cette aventure a pris fin avec leur procédure de divorce. Angelina Jolie, toujours marquée par sa séparation, a vendu ses parts du domaine en 2021 à Tenute del Mundo, filiale du groupe Stoli, spécialisé dans les spiritueux. À sa tête, l'heureux élu Yuri Shefler, un millionnaire russe.

Cette vente avait fait bondir Brad Pitt. Il avait répliqué en déposant plainte quelques mois plus tard. D'après la star de F1, Angelina Jolie aurait revendu ses parts «en secret», tandis qu'ils s'étaient mis d'accord, au moment de l'acquisition, de «ne jamais vendre sans le consentement de l'un ou de l'autre». Pour rappel, Brad Pitt détenait le domaine à 60 %, contre 40 % pour son ex-épouse. L'avocat d'Angelina Jolie avait alors pris la parole pour CNN, déclarant : «Brad Pitt a refusé de conclure la vente de Miraval avec Angelina Jolie à moins qu'elle n'accepte d'être réduite au silence à propos de son agression». Brad Pitt, furieux par cette vente à Yuri Shefler, avait assuré ne pas avoir dit son dernier mot.



ANNABA / APW - DEUXIÈME SESSION ORDINAIRE

La 2^e session ordinaire ouverte au nom du Martyr "Chatab Tayeb" consacrée aux services postaux et télécommunications

Sihem.Ferdjallah

J eudi dernier s'est tenue la deuxième session ordinaire du Conseil populaire de wilaya (APW) sous le nom symbolique du martyr Chetab Tayeb dont l'ordre du jour a été consacré à l'étude approfondie du dossier du secteur de la poste et des communications électroniques dans la wilaya.

Lors de cette session, le directeur exécutif des télécommunications a exposé et commenté en détail la situation actuelle des structures relevant de son secteur. Un rapport complémentaire, élaboré par la Commission de la communication et des technologies de l'information, a été soumis aux membres de l'assemblée. Ce dernier a dressé un état des lieux minutieux des infrastructures postales, de leur état physique ainsi que de la qualité des services offerts aux



citoyens.

Le wali, Abdelkader Djellaoui, a salué la pertinence du diagnostic présenté par la commission, et a instruit le directeur de la poste, à prendre en compte l'ensemble des préoccupations soulevées par les élus, en vue d'identifier les solutions les plus efficaces, tant au niveau local que central. Au terme de l'étude du rapport présenté et des avis échangés, le

wali a également émis un certain nombre de dispositions à prendre en charge, telles que :

- * La préparation des fiches techniques des APC sur les obligations d'entretien de certains centres postaux à prélever sur le budget de l'État à travers les communes afin de réduire les risques de pannes, les fissures et la réfection de peinture.
- * La nécessité d'assurer une

coordination entre les services des communes, les centres de promotion et la direction centrale en vue d'améliorer l'exploitation de certains espaces commerciaux et par la même occasion agrandir certaines agences postales quitte à envisager la réalisation de nouveaux centres au niveau de certaines cités à forte densité, semblables à la cité du 1er Mai, pour assurer de meilleures

conditions de prestations et d'accueil du public.

* La coordination entre les services des trois opérateurs de téléphonie mobile pour améliorer la couverture du réseau dans certaines zones reculées, afin de s'assurer que les services soient fonctionnels et disponibles pour tous les citoyens.

Dans ce contexte, le wali Djellaoui Abdelkader, a souligné les efforts déployés par l'État pour améliorer et développer ce secteur et suivre la transformation numérique.

Cette session s'est ainsi distinguée par la volonté des autorités locales et des élus d'identifier les lacunes structurelles tout en affirmant leur engagement à offrir aux citoyens un service postal et numérique à la hauteur de leurs attentes.

mobilisation Générale CoUronnée De succès

Un enfant de 4 ans retrouvé sain et sauf après une vaste opération de recherche

Sara Boueche

U ne opération de recherche d'envergure impliquant l'ensemble des services de sécurité et de solidarité s'est achevée avec succès par la découverte d'un enfant de 4 ans porté disparu depuis plusieurs heures.

L'alerte avait été donnée dans l'après-midi lorsque l'enfant, identifié sous les initiales S. Aziz Abdallah, originaire de la ville de Sedrata dans la wilaya de Souk Ahras, avait disparu vers 15h00 sans laisser de traces au niveau de la nouvelle ville de Draa Erriche. Face à cette situation d'urgence, les autorités locales ont immédiatement déclenché un plan de recherche coordonné mobilisant l'ensemble des services compétents.

Une mobilisation interservices exemplaire

L'opération de recherche a illustré la coordination efficace entre les différents corps de sécurité et les services sociaux. La Gendarmerie Nationale, la Protection Civile et les services de la Solidarité ont uni leurs efforts dans une course contre la montre pour retrouver l'enfant disparu. Cette mobilisation témoigne de la réactivité des services

de l'État face aux situations d'urgence impliquant la sécurité des citoyens, particulièrement des plus vulnérables.

La nature interdisciplinaire de cette opération souligne l'importance de la coordination entre les différents services dans la gestion des crises. L'intervention conjointe des forces de sécurité et des services sociaux démontre une approche globale privilégiant non seulement la localisation de l'enfant, mais aussi sa prise en charge psychologique.

Le dénouement de cette affaire s'est révélé positif puisque l'enfant a été retrouvé dans un immeuble de la nouvelle ville de Draa Errich, et a mis fin à plusieurs heures d'angoisse pour la famille et les équipes de recherche.

Un accompagnement psychologique prioritaire

L'intervention des services de la Solidarité et de la cellule de proximité solidaire dans cette opération revêt une importance particulière. Ces services ont non seulement participé activement aux recherches, mais ont également assuré l'accompagnement psychologique de l'enfant une fois retrouvé. Cette prise

en charge spécialisée s'avère cruciale dans de telles situations traumatisantes pour les jeunes victimes.

L'implication de la cellule de proximité solidaire démontre l'importance du tissu social local dans la gestion des situations d'urgence. Cette mobilisation citoyenne complète l'action des services officiels et illustre la solidarité communautaire face aux situations de détresse.

Réflexions sur la prévention et la protection

Cette affaire, bien qu'elle se soit terminée positivement, soulève des questionnements légitimes sur les mécanismes de prévention et de protection des enfants. Cet enlèvement interroge sur les circonstances de sa disparition et sur les mesures à prendre pour prévenir de tels incidents.

L'efficacité de la réponse institutionnelle dans cette affaire démontre néanmoins la pertinence des protocoles d'urgence mis en place par les autorités. La coordination entre les différents services et la mobilisation rapide des moyens disponibles ont permis un dénouement heureux qui aurait pu tourner au drame.

Reconnaissance et leçons à retenir



Le succès de cette opération de recherche mérite d'être salué et analysé. La gratitude exprimée envers tous les intervenants reflète non seulement le soulagement des familles, mais aussi la reconnaissance du travail accompli par les services publics. Cette mobilisation collective illustre les valeurs de solidarité

et d'entraide qui caractérisent la société algérienne face aux situations d'urgence.

Cette affaire constitue un exemple positif de gestion de crise et de coordination interservices, tout en rappelant l'importance de la vigilance collective pour assurer la protection des plus vulnérables dans notre société.